

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDICTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

LES VRAIES RAISONS DU PACTE FRANCO-SOVIETIQUE

Le Reich hitlérien menace à l'Ouest avec la même certitude qu'à l'Est et au Centre de l'Europe.

...Lui laisser les mains libres à l'Est favorise donc les plans de guerre contre la France !

(Humanité, du 12-2-36.)

QUE DEVIENT EN TOUT CE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ?

Pacte de guerre

Nous avons conscience en traitant ici du pacte franco-soviétique, d'aborder le plus angoissant problème de l'heure. Nous le faisons en toute liberté. Nous écartons tout préjugé. Il nous importe peu que MM. Doriot et Franklin-Bouillon soient contre et M. Laval pour le pacte. Nous voulons en juger objectivement, en ne nous inspirant que des intérêts de la classe ouvrière. Si nous nous trompons, nous réclamerons qu'on nous accorde un seul bénéfice : celui de la bonne foi.

Qu'est-ce que le pacte ? C'est un traité de non agression et d'assistance mutuelle par lequel la France et la Russie s'engagent à se secourir mutuellement en cas d'attaque non motivée. Théoriquement, il est ouvert à l'Allemagne et à la Pologne. En fait, il demeure un pacte bi-latéral, une alliance défensive qui, aux mots prêts, rappelle l'ancienne alliance franco-russe. En fait, également, il a sa pointe tournée contre l'Allemagne qu'il veut intimider et paralyser comme l'ancienne alliance prétendait déjà le faire.

Telle est la réalité dépourvue des artificieux commentaires. Ceux-ci visent à nous convaincre que le pacte n'est pas dirigé contre l'Allemagne. Gabriel Péri, dans l'*Humanité*, l'affirme vigoureusement. Il prétend que le pacte est ouvert, que Hitler n'a qu'à y apposer sa signature. Que lui demande-t-on en contre-partie : d'accepter le statu quo territorial, de renoncer à toute violence. Or, poursuit Péri, Hitler refuse. Et pourquoi refuse-t-il ? Parce qu'il médite de tomber sur la Russie, pour se retourner ensuite contre la France. Voilà pourquoi il faut signer le pacte. M. Bergery, dans le *Petit Journal* arrive aux mêmes conclusions par d'autres voies. Il faut, dit-il, signer le pacte, parce que, décidément, c'est la seule politique possible. Puisqu'il n'y a pas moyen de désarmer, puisqu'il n'est pas possible de faire de la justice fiscale une réalité (par des mesures destinées à atteindre les grosses fortunes), à réorganiser l'impôt successoral, à taxer les profits des monopoles de fait, à supprimer la fraude sur les valeurs mobilières, etc., etc., dans ce fatras de revendications, je ne parviens pas à en distinguer une seule qui porte à la propriété, au capitalisme le coup de poignard appelé à le frapper mortellement.

On pourrait discuter du point de vue technique de tels arguments. Il est possible, en effet, qu'Hitler songe à envahir l'Ukraine. Il ne l'est pas moins qu'il puisse hésiter (car il n'est pas fou) devant une pareille aventure.

Il est possible que la seule politique qui s'offre au gouvernement français exige l'alliance avec Moscou. Il ne l'est pas moins que l'appui anglais contre l'Allemagne constituerait une défense plus efficace.

LASHORTES.

(Lire la suite en 3^e page.)

Loréal en prison !

Eh bien ! notre gouvernement de « gauche » ne perd pas de temps ! Une de ses premières manifestations dans le domaine judiciaire est un renforcement de la répression. Ce que n'avait pas osé faire Léon Bérard, M. Yvon Delbos, ministre de la Justice, radical bon teint, et « espoir » du Front populaire vient de l'accomplir.

Par un artifice policier véritablement scandaleux notre camarade Loréal vient d'être envoyé à la Santé. Mais exposons brièvement les faits : Loréal poursuivi en qualité de gérant de la *Patrie Humaine*, avait vu l'été dernier la 13^e Chambre Correctionnelle effacer une condamnation à cinq années de prison pour un article du journal.

Cette clémence insolite parut insupportable au Procureur de la République qui interjeta appel *a minima*. Le 28 octobre dernier, la Cour d'Appel condamnait ferme Loréal à un an de prison et Bonis, co-signataire de l'article, et poursuivi conjointement comme tel, à huit mois.

Loréal, qui n'avait pas touché la convocation du tribunal, fut absent. Immédiatement un mandat d'amener fut délivré contre lui, sans qu'il ait eu la possibilité de faire opposition au jugement, et vendredi dernier Loréal fut arrêté.

Jusqu'ici il ne s'est trouvé personne dans la confortable majorité du Front populaire dont dispose Sarraut à la Chambre, pour protester à la faveur d'un incident ou d'une interruption de séance contre ce fait scandaleux.

Voilà qui, n'est-ce pas, nous donne un avant-goût rassurant du futur gouvernement de Front populaire.

Le Front populaire et la défense du Pain

Poursuivons notre examen. Occupons-nous, aujourd'hui, de cette partie du programme du Front Populaire qui, selon le titre de « *Revendications économiques* » a trait à la défense du pain.

Ne perdons pas de vue que la flamboyante devise du Front Populaire comporte la triple défense de la Paix, du Pain et de la Liberté.

J'ai parlé de la première : cette semaine, je parle de la deuxième ; la prochaine fois, je parlerai de la troisième.

La défense du pain

Il est superflu de faire observer que Pain a en l'occurrence, le sens du Bien-Etre matériel. Ici, le Pain ne signifie pas seulement l'alimentation, mais encore, le logement, le mobilier, le vêtement, la propriété, l'hygiène, pour tout dire : ce minimum d'aisance au-dessous duquel on ne vit pas, mais on végète plus ou moins lamentablement.

Soyons équitables : on rencontre, dans cette partie du programme que je passe en revue, quelques revendications qui présentent un certain intérêt. Mais, d'une part, celles-ci sont noyées dans un flot abondant de réformettes et d'insignifiantes améliorations, qui concourent à les submerger ; d'autre part, aucune de ces revendications ne va jusqu'à effleurer le fond même du problème à résoudre, c'est-à-dire : bousculer si peu que ce soit la structure sociale.

Rien qui tranche dans le vif, rien qui consacre ou amène une rupture, sur le terrain économique, avec les fondements matériels ou les principes moraux et juridiques sur lesquels repose le régime capitaliste.

Qu'il soit question de la restauration de « la capacité d'achat supprimée ou réduite par la crise », qu'il soit question de la lutte à mener « contre le pillage de l'épargne » ou « pour une meilleure organisation du crédit » ; qu'il s'agisse, enfin, de « l'assainissement financier » par des réformes propres à assurer la justice fiscale (comme s'il était possible de faire de la justice fiscale une réalité) par des mesures destinées à « atteindre les grosses fortunes », à « réorganiser l'impôt successoral », à « taxer les profits des monopoles de fait », à « supprimer la fraude sur les valeurs mobilières », etc., etc., dans ce fatras de revendications, je ne parviens pas à en distinguer une seule qui porte à la propriété, au capitalisme le coup de poignard appelé à le frapper mortellement.

Je ne discerne qu'un certain nombre de coups d'épingle ne réussissant pas même à entamer sérieusement la carapace du monstre qu'il faut pourtant abattre.

POUR LA CAMPAGNE ANTIPARLEMENTAIRE

Sur la proposition de la Fédération parisienne, la Commission administrative de l'Union Anarchiste a décidé la création d'une CAISSE SPECIALE pour permettre aux groupes peu fortunés, aux camarades isolés, bref, à tous les anarchistes de ce pays, de participer à l'intense propagande que nous devons mener contre la duperie électorale.

Face à tous les partis qui s'efforcent de rassembler de grosses sommes pour perpétuer l'illusion parlementaire, les anarchistes doivent, eux aussi, savoir se regrouper en certaines circonstances pour accomplir dignement leur œuvre d'éducation et de salubrité sociale.

Nous publions prochainement les textes des AFFICHES, TRACTS, PAPILLONS que nous nous proposons d'éditer. Notre intention est de sortir également un numéro spécial du LIBERTAIRE sur SIX PAGES.

Chaque camarade de groupe, ayant participé à notre souscription, pourra donc exiger d'être remboursé en affiches, tracts, papillons ou numéros spéciaux du LIBERTAIRE, de la somme qu'il aura versée.

Mais pour cela, pour permettre la réalisation de la besogne que nous vous proposons — et dont aucun anarchiste ne saurait se désintéresser — il faut que, dès à présent, vous adressiez votre souscription (en spécifiant la destination) à N. FAUCIER, 29, rue Piat, Paris (20^e). Chèque postal : Paris 596-03.

Pour exprimer jusqu'au bout ma pensée, j'irai jusqu'à dire que j'aperçois, dans l'ensemble des revendications proposées, un astucieux moyen de sauver momentanément le régime actuellement menacé d'effondrement.

Je ne dis pas que ce moyen soit voulu, prémédité ; je ne vois que le résultat qui, infailliblement, en découlera.

Car, que d'efforts à accomplir, que de résistances à vaincre, que de batailles interminables à livrer avant que, si peu efficaces qu'elles soient, ces timides revendications finissent par triompher ! Et, dès lors, que de temps perdu par les partisans d'une transformation économique vaste et profonde et que de temps gagné par les défenseurs du conservatisme social !

Cette défense du Pain préconisée par le F.P. s'inspire, d'un bout à l'autre, de l'idée ridiculement démagogique que le Parti Communiste formule ainsi : « Il faut faire payer les riches. »

Sachant que la Ligue des Droits de l'Homme, le Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes, le Mouvement d'Action Combattante, le Parti Républicain radical et radical-socialiste, l'Union Socialiste et Républicaine, font partie du Front Populaire, je ne trouve pas extraordinaire que les revendications qui figurent, dans le programme de ce rassemblement, au chapitre de la défense du Pain n'aillent guère au delà des revendications inscrites depuis des années dans tous les programmes qui se réclament de la démocratie républicaine.

Ce qui, sans me surprendre, me paraît incohérent, et inadmissible — à moins qu'ils ne soient entrés dans le Front Populaire que pour y cultiver le poirisme électorale, c'est que le Parti Socialiste et le Parti Communiste qui, à toutes occasions, se disent de révolution sociale, aient accepté d'apposer leurs signatures au bas d'un tel programme.

Je sais jusqu'à quelles contradictions et absurdités conduisent, par une pente fatale, les pantalonades électorales. Mais, tout de même...

La période électorale va s'ouvrir sous peu.

Supposons-la ouverte. Les panneaux mis à la disposition des candidats se couvrent d'affiches. Les réunions se multiplient.

Journaux, groupements, candidats socialistes et communistes ne cessent d'affirmer que la défense de la Paix, du Pain et de la Liberté ne peut être organisée et assurée que par l'application des mesures que la S.F.I.O. et la S.F.L.C. sont les seules à proposer.

D'une voix unanime les affiches, journaux et candidats appartenant au Parti Socialiste et au Parti Communiste déclarent catégoriquement que, à l'exception de la solution qui réalisera l'expropriation politique et économique de la classe bourgeoise, rien — absolument rien — n'est susceptible d'apporter aux travailleurs le Pain, la Paix et la Liberté qu'ils réclament, qu'ils exigent et auxquels ils ont droit.

Dès lors, il est absurde de donner son adhésion à un programme qui ne souffre pas mot de ladite expropriation et ne propose que des revendications que, en toute logique, les partis prolétariens devraient combattre avec la dernière vigueur.

On m'objectera que, au premier tour, chaque candidat, en l'absence d'une candidature unique, sera autorisé à déployer largement son drapeau. Soit.

Mais alors, le corps électoral assistera à ce spectacle super-hilarant de candidats qui, bien que faisant partie — les uns et les autres — du Front Populaire se seront, au premier tour, plus ou moins violemment opposés (on sait de quelles injures les candidats ont l'habitude de se couvrir mutuellement) et qui, s'étant ralliés, au second tour, à une candidature unique, auront le devoir de couvrir de fleurs l'heureux titulaire, quel qu'il soit, de cette candidature unique.

Car dans de très nombreuses circonscriptions, il y aura ballottage : c'est certain. Dans ces circonscriptions, le second tour s'impose ; il commence et, du soir au lendemain, tout se transforme : les adversaires deviennent des alliés ; les partis qui se battaient se réconcilient et échangent des serments de fidélité amitié ; les négations se changent en affirmations ; ce qui, hier, était mensonge est aujourd'hui vérité. Le parti du Conservatisme Social fait le jeu du révolutionnaire et le partisan de la transformation sociale fait le jeu du conservateur bourgeois. La métamorphose est complète.

L'électeur n'y comprend plus rien ; il perd, dans cette bagarre d'idées contradictoires, le peu de clairvoyance qu'il possède ; il vote dans la confusion, dans la nuit.

En fin de compte, il est une fois de plus mystifié, trahi, et il reste dans la peau de cet être inimaginable, fantastique, invraisemblable, incompréhensible et inévoluable, qu'Octave Mirbeau a si magnifiquement dépeint dans cette page magistrale : « La Grève des Electeurs. »

ment dépeint dans cette page magistrale : « La Grève des Electeurs. »

En période électorale, ce gâchis est fatal et traditionnel. Il est déplorable. Ce qui est plus affligeant encore, c'est que le gâchis ne s'arrêtera pas là. Il se prolongera automatiquement dans la pétardière du parlement.

Il subira une courte interruption quand, la législature arrivant à expiration, il sera procédé à de nouvelles élections.

Celles-ci se feront, comme toutes celles qui les auront précédées, dans la confusion et la nuit.

Ah !... Mais ! Ça ne finira donc jamais ?

Vieux compagnons qui me lisez, l'avez-vous oubliée cette époque où, voyant entrer à la Chambre des députés ses premiers élus, le Parti Socialiste poussait ce cri de bataille et de victoire :

« La Révolution a enfoncé les portes du Palais-Bourbon. La grande voix du socialisme y va retentir. Dominant les débats parlementaires, la Vérité socialiste va pouvoir dénoncer les mensonges bourgeois. Elle le fera sans ménagement. Les travailleurs des villes et des champs auront, désormais, à leur service des voix « éléctes » qui, du haut de la tribune nationale, feront connaître à l'opinion publique leurs besoins et leurs aspirations, leurs revendications, leurs espérances et leurs volontés. Représentants de la classe ouvrière, nos élus sauront appeler celle-ci à se ranger et à combattre sous le rouge étendard de la Révolution ! »

Dites vieux et chers compagnons, les avez-vous oubliées ces tirades enflammées ? Et vous, mes jeunes camarades, ne vous souvenez-vous pas des fiévreuses déclarations que soulignaient, dans le délire frénétique des masses communistes, le refrain de l'*Internationale* :

« Guerre aux bourgeois ! — Mort aux capitalistes ! — Lutte sans merci contre le régime pourri ! — CLASSE CONTRE CLASSE ! — Tous debout ! — Vive la Révolution ! »

Que reste-t-il de ces luttes passionnées et de ces indomptables lutteurs ? Ce qu'il en reste : le Front Populaire.

Que, dans un Congrès national réunissant des militants les plus en vue du P.S. et du P.C., un de ces braves types — il y en a — qui ont pris au sérieux ces déclamations incendiaires, s'avise de les rééditer et nous savons quel accueil lui sera fait. On lui reprochera de s'être momifié ou fossilisé dans une attitude périmée et on le tuera ; à moins qu'on ne le traite d'agent provocateur et qu'on ne le f...lanque à la porte, en le renvoyant à Brest ou à Toulon.

SEBASTIEN FAURE.

NOTRE CAPITAL

Le capital du LIBERTAIRE est le composé de toutes les volontés agissantes qui s'emploient à assurer sa parution.

Il est le fruit de tous les dévouements qui, jusqu'à ce jour, se sont unis étroitement pour permettre que chaque semaine se diffuse à travers le pays la pensée anarchiste.

Petit à petit, au fur et à mesure que s'affirmait sa combativité dans les luttes sociales de ces dernières années, LE LIBERTAIRE est devenu le centre de ralliement de tous les militants qui ont conscience que le capitalisme joue actuellement sa dernière carte et que l'heure des responsabilités va sonner, qui doit nous permettre de jouer notre rôle dans la transformation sociale inéluctable désormais.

LE LIBERTAIRE, organe de l'Union anarchiste, n'a jamais prétendu rester la tribune d'une minorité sectaire ; bien au contraire, il ambitionne de représenter le plus largement possible les aspirations ouvrières en travaillant à établir le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

C'est donc à ceux qui nous lisent et qui approuvent notre ligne de conduite de nous aider par tous les moyens dont ils disposent : vente à la rue, recrutement des abonnés, distribution d'inventaires, etc., et surtout de ne pas manquer à l'effort pécuniaire, qui restera nécessaire tant que nous n'aurons pas recruté les 2.000 lecteurs et les 500 abonnés supplémentaires, indispensables pour équilibrer notre budget.

Que chacun s'y emploie activement et adresse son obole à N. FAUCIER, 29, rue Piat, Paris (20^e), chèque postal Paris 596-03.

Le problème du chômage

La foire électorale approche. Nos députés se sont subitement souvenus que la crise économique existait toujours dans le pays. A la veille de se présenter devant leurs chers électeurs, ils se sont émus de la misère qui règne dans les foyers ouvriers, causée par le chômage.

Un député socialiste a eu le mot de la fin, il ne faut pas que ce soit-là, a-t-il dit un débat purement électoral. Comme cela se trouve. Pendant quatre ans cette Chambre s'est refusée de voter un fonds national de chômage. Soit-disant que la situation du budget ne le permettait pas et brusquement à quelques semaines des élections ce fonds de chômage est accepté. Notre grand argentier lui-même, le petit Régnier n'est pas opposé au principe.

La question des grands travaux a été elle aussi soulevée. Ces grands travaux dont on parle toujours et que l'on ne voit jamais venir. Ces grands travaux qui doivent résorber le chômage, comme disent les économistes distingués du bureau confédéral de la C. G. T.

Tous les partis ont rivalisé de démagogie. Le sujet se prête aux discours ronflants, la main sur le cœur, les sanglots dans la voix. Ces hommes sensibles qui pendant quatre ans, n'ont rien fait pour soulager la misère des chômeurs, ont enfin libéré leurs cœurs martyrisés. Avec quelle émotion ils ont parlé du long calvaire des sans travail. Ces cabotins de la politique ont joué parfaitement leur rôle. Sûrs maintenant que leurs électeurs ne leur reprocheront pas leur inaction, ils attendent avec confiance les élections.

Le ventre bien rond, ils sont assurés de toujours trouver une table bien garnie. Connaissent-ils autrement qu'en paroles ce que c'est que d'être obligé de ne pas faire ses deux repas par jour.

Pour l'homme repu, tout le monde a mangé, disait avec justesse Elisée Reclus. Nos députés ne peuvent comprendre la triste déchéance physique et morale, qui s'empare petit à petit de ces hommes qui vivent de sous-consommation. Leurs bonnes intentions ne dépasseront pas leurs beaux discours. Déjà leur projet a repris le chemin de la commission pour étude, demain il prendra le chemin des cartons poussiéreux du Sénat. Nos pères conscrits ne craignent pas leurs électeurs.

Les élections passées, dans un an ou deux on sortira de nouveau ce projet de l'oubli. Ce sera encore l'occasion de beaux discours.

Pendant ce temps, les chômeurs attendront.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'un « Libertaire » nous avons signalé le danger du chômage. L'exemple de l'Allemagne est encore présent à notre mémoire. Nous ne pouvons pas oublier, que ce sont les jeunes sans travail, qui ayant perdu tout espoir dans l'avenir ont constitué les troupes d'assaut de Hitler. L'homme qui a fait est mir pour devenir mercenaire. Que demain un apprenti dictateur offre 20 ou 30 francs par jour aux chômeurs et ceux qui n'ont pas trouvé une place dans l'armée ou dans la police, et ils sont nombreux, formeront ses troupes de combat.

Allons-nous voir se renouveler ce triste exemple ? Sans doute si la classe ouvrière continue à n'attendre une amélioration à son sort que de l'action de ses représentants. La vieille méthode de l'action directe tant décriée s'impose de nouveau.

Ce n'est pas des phraseurs du Palais-Bourbon que les chômeurs doivent attendre quelque chose, mais d'eux-mêmes. Pour faire triompher leurs revendications, ils doivent s'unir.

Ils doivent constituer leurs comités de chômeurs, en dehors de toute intrusion politique. Si les comités constitués jusqu'ici n'ont donné aucun résultat, c'est que les communistes les avaient placés sous leur direction. Ils étaient devenus de vulgaires comités électoraux. Leur seul but était de permettre aux bolcheviks de se livrer à leur démagogie coutumière. Aux ouvriers affamés, les élus du parti et les préférents à ce titre venaient placer leur discours passe partout. « Seul le parti communiste défend les chômeurs, seul le parti, etc., etc. ». On convoquait les élus des autres partis pour venir s'expliquer devant les chômeurs, mais qui naturellement s'abstenait, connaissant d'avance la réception qui les attendait. L'orateur bolchevik triomphait. La démonstration était faite que « seul le parti communiste, etc. » Dégoûtés de ces pitreries, les chômeurs ont déserté les comités. Ils sont aujourd'hui réduits à leur plus simple expression. Les collectes faites pour les chômeurs allaient se perdre par le canal de la direction du comité régional, dans l'édition de journaux et tracts pour la propagande du P. C.

Aujourd'hui, nos orthodoxes moscovitaires transforment les comités de chômeurs en œuvres philanthropiques où figurent les bourgeois les plus marquants du coin et surtout Monsieur le curé. La charité chrétienne oblige. Après l'alliance du sabre et du goupillon, l'alliance du marteau et du goupillon.

Le rouge et le noir, dignes disciples de Staline et de Loyola.

Cette triste expérience condamne-t-elle

l'idée des comités de chômeurs en soi ? Nous ne le pensons pas. Pas plus que la triste expérience de la C. G. T. U. ne condamne l'idée du syndicalisme. Mais pour que ces comités puissent agir, il est indispensable qu'ils soient placés en dehors de toute intrusion politique. Ils devraient être placés sous le contrôle de l'organisation syndicale. Leur création loin de nuire à cet organisme, le renforcerait. Ils grouperaient les chômeurs autour de la C.G.T. et les mettraient à l'abri des entreprises fascistes.

Ce grave problème doit être posé au congrès de Toulouse. Il ne suffit pas de demander la semaine de quarante heures et des grands travaux, il faut donner à manger à ceux qui ont faim.

Nous ne sommes pas contre ces revendications. Anarchistes, nous ne souhaitons pas la misère humaine, pour nous en servir dans un but démagogique, comme l'ont trop souvent fait les prétendus révolutionnaires du P. C. Nous ne sommes pas partisans de la fameuse théorie du tout ou rien. Si demain, cent mille chômeurs venaient à être réembauchés, nous nous en réjouirions pensant que c'est autant de misère de soulagée. L'ouverture de grands travaux, c'est très bien, mais pour faire ces grands travaux, il faut des capitaux et où les trouver ?

La vieille revendication des chômeurs « du travail ou du pain », est toujours d'actualité. La société capitaliste ne peut pas leur donner du travail, elle doit leur donner du pain.

Pour cela, les chômeurs ne doivent compter que sur eux-mêmes. Ils doivent d'abord se grouper, ensuite par leur action directe, leurs manifestations publiques, ils doivent exiger des pouvoirs publics qu'ils s'intéressent à leur sort autrement qu'en paroles.

L'organisation des chômeurs est le point crucial de l'important problème du chômage. L'organisation syndicale ne doit pas s'en désintéresser, elle manquerait alors son but initial : l'émancipation des travailleurs. Elle doit grouper les chômeurs si elle ne veut pas que les fascistes le fassent à sa place.

R. FREMONT.

Notes et Glanes

♦ **Attention à nous !** Nous allons être pourchassés par les futurs lauréats des cours d'orateurs politiques du P. C. — Le 3 mars, en effet, Sémard leur enseigna « comment combattre les arguments des pacifistes inconscients ». Restons inconscients, mais continuons de proclamer : L'année rouge, ou toute autre, ne peut être utile qu'à la guerre.

♦ **Donnages que l'hypocrisie ne soit pas ma vertu.** Je ne serais pas communiste rien que pour suivre ces cours. On y traitera de tout. Par exemple, au cours Sémard, sus-nommé : « Comment parler de la paix devant un auditoire ouvrier, devant un auditoire paysan, devant un auditoire de classes moyennes ». Les arguments ne doivent pas être les mêmes : ça serait déplacé de parler à un péquenot ou à un ouvrier, comme à un monsieur en faux-col. Lorsque je fais de la propagande pacifiste, que, par exemple, je cite Jésus, que ce soit un paysan de la Beauce, un sidi de chez Say, ou un employé de la B. de F. à qui je m'adresse, je lui dis : « Aimez-vous les uns les autres. » Et tout le monde comprend.

♦ **C'est le vénéré sénateur qui définira l'orateur politique.** Enfonçons les cours de comédie du Conservatoire. Comme arlequinades, ça promet.

♦ **Enfin, ça y est.** Nous avons un véritable gouvernement de gauche. Tellement de gauche, même, que messieurs les S.F.I.O. ont voté pour. Et les leviers de commande, où sont-ils ? A gauche ! Un vrai sens unique ! Tenez, par exemple, le Garde des Sceaux est Yvon Delbos, un vrai républicain, Front populaire, soutien du Rassemblement du 14 juillet, et tout, et tout. Depuis le temps que ces messieurs les Gardes étaient de droite, ça nous change. Et tout va changer... Mais, n'ayez aucune émotion. On ne va pas annihiler nos chers petits copains insoumis qui créent de faim en exil (parmi eux il y a, entre autres, Ferjasse). Non ! Mais, pour affirmer ses convictions, monsieur le Garde tout Loréal en prison, en vertu d'un jugement quelconque (oh ! bien quelconque !), auquel, d'ailleurs, Loréal avait fait opposition.

♦ **Je ne suis pas joueur.** De temps en temps, une petite détole, et c'est tout. Cependant, je tiens à parier : si les journalistes du Front populaire veulent bien faire un papier en faveur de Loréal, ils feront un parallèle : Loréal est en prison, et on ne désarme pas les ligues comme l'exige la loi. Or, moi, je me fous de la loi. Je me fous aussi des chemises bleues, roses, vertes ou rouges. Je me refuse à demander l'incarcération d'un Maurras, d'un Jean-Renaud, d'un de La Rocque, ou de n'importe lequel. Mais, partisan de la liberté individuelle, je vous demande à tous d'exiger avec moi, non pas la seule libération de Loréal, mais l'Amnistie totale pour tous les condamnés, surtout les politiques.

♦ **Et l'éloquence sera enseignée par le pauvre V. C.** De ce fait, nous n'aurons plus besoin de lui tordre le cou. P. V. C. s'en charge. Et dans son cours, il traitera du trac. De quoi as-tu peur, Popaul ?

♦ **De l'Huma du 20-1-36.** — Une conversation de Stakhanov, à Moscou : « Il y a quelques mois, le magasin de la cité des mineurs vendait journellement de la viande pour 200 roubles, et en janvier il en vendait souvent pour 2.000 roubles par jour. » Alors... c'est simple. Si avec 200 roubles de viande par jour les mineurs vivaient normalement, ils sont devenus d'effrontés jouisseurs bourgeois en en consommant dix fois plus. Si, au contraire, les 2.000 roubles de viande leur sont quotidiennement nécessaires, c'est que, il y a quelques mois encore, on crevait de faim au paradis soviétique. Sauvons-nous, un jour, la vérité ?

HENRI GUERIN.

Permanence du Libertaire

La permanence est ouverte, tous les jours, de 17 heures à 19 heures.

INTERVIEWS IMAGINAIRES LE DRAPEAU

par Han RYNER.

M. Jean Zay m'est apparu en songe. Je ne l'avais vu auparavant que dans un expressif portrait des HOMMES DU JOUR. Je reconnus aussitôt son âpre profil de condottiere moderne, ainsi que les lunettes rassurantes dont il l'apaise. Il devina ma pensée et ricana :

— Suis-je le seul serpent à lunettes ?
— Remarquons plutôt, dis-je courtoisement, que lunettes rime avec poètes.

Il regarda autour de lui, constata que nous étions bien seuls et, cédant à la vanité d'auteur :

— Avoue que mon poème en prose, LE DRAPEAU n'était pas si mal touché.
Puis, encouragé par mon sourire, il récita avec une véhémence heureuse :

« Ils sont quinze cent mille qui sont morts pour cette saloperie-là ! »

Et la suite, qu'on connaît :

Il appuyait complaisamment sur certains passages : « Qu'est-ce que c'est que cette loque pour laquelle ils sont morts ?... Pour cette immonde petite quenille ! Terrible morceau de drap cloué à ta hampe, je te hais... Je te hais pour tous ceux qui te saluent ; je te hais à cause des peigne-culs, des couillons et des putains qui traînent dans la boue leur chapeau devant ton ombre... N'oublie pas, malgré tes généraux, ton fer dont tu es victorieux, que tu es pour moi de la race vile des torches-culs. »

— Hein ! C'est tapé, conclut-il.

Je répondis avec indulgence :

— A vingt ans, tu pouvais sembler un homme. Hélas ! tu te manifestes aujourd'hui un ariviste ou, pour parler ta langue, un peigne-cul. Toi qui pouvais devenir une intelligence...

Il m'interrompit, rebelli :

— Pour être sous-secrétaire d'Etat à mon âge, il faut pourtant, reconnais-le, quelque habileté.

— Et l'habileté exige quelque intelligence, comme, pour faire de la boue, il faut un peu d'eau. Mais l'eau se perd dans la boue comme

l'intelligence dans la ruse. Tu pouvais, qui sait ? t'épurer aux cailloux de la vie en source joyeuse et saine. Tout assoiffé de beauté et de vérité tuirais désormais ta langue, ta puanteur et le mensonge à quoi tu t'es condamné à perpétuité.

Je le blessai au moins autant en lui avouant que son poème ne me charmait guère, trop incomplet et de quelqu'un qui, pour renouveler des pensées vieilles comme la sagesse, ne trouve que de faciles grossièretés, des coups de poing sur la table et un accent de fausse véhémence.

« Déchirez ces drapeaux », conseilla Lamar-tine dans cette Marcellaise de la Paix qui reste noble du premier au dernier mot.

« Bête comme un drapeau », dédaigna Alfred de Vigny. Mais il se demanda aussi « de combien d'assassins se compose une grande bataille ».

Toi, mon petit Zay, tu restes indifférent à ces considérations qui te dépassent. Tu plains les tués, tu oublies de plaindre les plus lamentables victimes, ceux dont on a fait des assassins. Cette lacune dévoile d'avance quelle bassesse de sentiments tu montreras bientôt et avertis que tu as juste assez d'intelligence pour la ruse, la souplesse rampante et les mensonges intéressés.

Pauvre petit Zay, laisse-moi me soulager d'un peu de rire. A ton heure la plus éloquent, tu zéyèz à peine un pauvre fragment de vérité botteuse. On te devinait déjà « de la race vile des torches-culs ».

Va donc, torches-cul glorieux, derrière le Sar-raut, u feras ton office derrière assez d'autres pour que les semblables, plus tard, fassent leur office derrière toi.

Mais c'est tout ce que je demande.

Transformé en lui-même par le son, Jean Zay n'était plus qu'un gosse zéyayant en effet. Tantôt ses yeux malicieusement regardaient avec ex-tase ses doigts confusément, tantôt sa langue heureuse les pourléchait.

HAN RYNER.

Lettre ouverte à Georges Pioch

Cher Camarade (1),

Il se peut que cette lettre vous importune. Dans ce cas, jettez la au panier et n'y prêtez nulle attention. Mais je ne puis résister au désir de vous l'écrire, après avoir lu, par hasard, votre article dans « Le Barrage » du 30 janvier.

Vous posez un certain nombre de questions embarrassantes à R. Rolland et je vous en félicite. Mais il lui sera, cependant, facile d'y répondre, parce qu'il est convaincu qu'en Soviétique 170 millions d'hommes « construisent le socialisme » et forment ainsi le noyau autour duquel viendront s'agglomérer les autres peuples ; c'est alors que pourra s'établir sur terre la paix universelle...

Vos questions seraient beaucoup plus embarrassantes, s'il était démontré que le régime qu'il s'instaure en U. R. S. S. n'a rien de commun avec ce que tous les socialistes, communistes, anarchistes ou pacifistes ont toujours rêvé...

Cher Camarade, je me souviens encore de quelques-uns de vos articles dans « Le Libertaire » d'avant-guerre. C'est vous dire que j'ai quelque peu subi votre influence. A cette époque, j'étais, moi aussi, anarchiste. C'est l'attitude de Kropotkine, de Grave et autres partisans de la lutte contre le « militarisme allemand » qui m'avait préparé à écouter favorablement les thèses de Lénine. J'ai appartenu, comme vous, au P. C. J'ai donc été un chaud et ferme défenseur de la Révolution d'octobre. Cependant, au cours d'un séjour de trois semaines en Russie, pendant l'année 1923, le doute s'était infiltré en moi. Je ne saurais trop dire pourquoi, mais enfin je revins avec de mauvaises impressions. Bien qu'étant resté membre du Parti jusqu'en 1928, je ne cessai de m'informer à d'autres sources que celles qui coulaient abondamment des documents officiels. J'ai entretenu une correspondance suivie et méthodique avec des citoyens soviétiques des parties les plus diverses de l'Union. Ces dernières années, il m'a fallu user de toutes sortes d'artifices pour pouvoir tenir un certain contact avec des correspondants de là-bas. La censure est devenue de plus en plus rigoureuse et actuellement presque tous mes correspondants sont en exil, en prison, ou ont cessé de donner signe de vie... C'est ainsi que j'ai pu recueillir abondamment des témoignages qui démentent absolument les thèses officielles — celles où R. Rolland et tant d'autres vont naïvement puiser. Depuis deux ans environ, il s'est établi chez moi la conviction bien ferme qu'en Soviétique règne une sorte de fascisme rouge — et qui n'est pas moins abominable que le noir et le brun.

C'est bien en Soviétique, n'est-ce pas ? que les citoyens doivent avoir un passeport pour se rendre d'une ville à l'autre ; que les ouvriers sont immatriculés comme des forçats par le moyen du carnet de travail ; que les déserteurs sont fusillés en temps de paix et que les parents, rendus responsables, sont passibles de 10 ans de prison si leur fils réussit à s'enfuir du « paradis socialiste » dans quelque enfer capitaliste. N'est-ce pas en Soviétique que la peine de mort est appliquée à des enfants de 13 ans ? Et que dire des technocrates sans entraves qui font faciliter des cheminots, rendus responsables pour des accidents qui le plus souvent sont causés par le mauvais état du matériel ?...

Si des choses aussi abominables se passaient dans un pays capitaliste quelconque, tous les R. Rolland du monde feraient entendre les plus véhémentes protestations. Mais ces intellectuels au grand cœur trouvent que le crime n'est plus le crime quand il a lieu sous le signe de la faucille et du marteau. Quelle honte ! — Et quelle tristesse aussi...

Il ne faudrait tout de même pas oublier que Hitler a décrété le réarmement de l'Allemagne APRES que la France et la Soviétique eurent décidé d'augmenter leurs forces militaires. A l'heure actuelle, nul peuple au monde n'est plus militariste et chauvin que la génération des moins de 35 ans en U. R. S. S. Je n'en veux pour preuve que les applaudissements frénétiques (oh ! combien) qui ont accueilli le maréchal (!!) Toukatchevski déclarant que les dépenses militaires seraient augmentées de 30 %. Même dans les pays fascistes de telles déclarations ne soulevaient pas un tel enthousiasme...

Cette lettre s'allongerait vraiment trop si je vous citais le témoignage d'un de mes amis, qui a séjourné et travaillé plus de 10

ans en Soviétique et est revenu, il y a environ 15 mois, tout à fait désillusionné. Il appartenait aussi au P. C. et était allé là-bas pour aider à construire le socialisme. C'est bien une nouvelle forme de société qui s'instaure, mais c'est aussi un nouveau servage pour la classe laborieuse ; un servage pire que celui du moyen-âge. Songez que pour un « citoyen » soviétique il lui faut une certaine dose de courage pour s'abstenir de crier à tout propos : « Vive notre bien-aimé Staline ». L'héroïsme du silence...

R. Rolland est mort, tué moralement par la main d'une tchékiste enjôleuse... Camarade Pioch ! vous rendriez un grand service à l'humanité, si vous ramassiez le flambeau tombé des mains de l'auteur « d'Au-Dessus de la Mêle ». Elevez votre grande voix, sans vous soucier de la vague d'injures qui certainement déferlerait vers vous. C'est l'espoir d'entendre cette voix qui justifie à mes yeux l'impertinence de cette lettre.

Anationalement et admirativement vôtre.

E. Lanti.

(1) Le camarade Lanti nous ayant fait parvenir copie de cette lettre adressée à G. Pioch, afin d'insertion, nous ne croyons pas devoir la lui refuser, en raison de l'intérêt qu'elle présente pour nos lecteurs. N. D. L. R.

VAUDEVILLE SOCIALISTE

Aujourd'hui, M. Toupiot jubile. Il se regarde venir avec un bon sourire qui ride sa maigre et jaune figure d'insaisissable.

— Vous avez l'air joyeux, ce matin, Monsieur Toupiot, est-ce que vous auriez gagné à la Loterie nationale ?

— Non, ce n'était pas hier le tirage et pour la chance que j'ai, il vaut mieux ne pas en parler. Je suis heureux ce matin, mon jeune ami, parce que le Front Populaire a battu le Fascisme hier à la Chambre.

— Ehreux une fois ?

— Oui, le ministère a eu 196 voix de majorité.

— Tiens, tiens, si je vous comprends bien, le ministère Sarraut est un ministère « Front Populaire », il est vrai qu'il contient MM. Thellier et Nicolle qui représentent la région industrielle — et patronale — du Pas-de-Calais. Mais comment la combinaison Sarraut a-t-elle pu obtenir une si forte majorité ?

— La loi est le mystère du ministère. Les socialistes ont voté pour et les communistes n'ont pas voté contre.

— Je me demande ce que vont en penser — s'ils pensent — les socialistes du Nord. Comme il est sincère et plein d'humour ce papillon rose aux trois fleches rouges qui dit : « Camarade un socialiste ne compose pas avec un capitaliste, l'abat ». Quant aux communistes, ils auraient mieux fait de voter pour cela aurait paru plus franc.

— Et pourtant les droites ont tout fait pour le détruire, elles ont attaqué, accusé, calomnié Jean Zay et le général Maurin.

— Général Baurin... ce nom ne m'est pas inconnu... N'est-ce pas ingénieur conseil du Creusot ?

— Mais, si, justement, c'est sur cette question qu'ont porté les accusations des Droites.

— Des Droites ?

— Oui, de MM. Franklin-Bouillon et Xavier Vallat.

— A un membre de l'Etat-Major qui n'est pas parlementaire, ces messieurs reprochent de faire partie d'une firme qui lutte pour la défense et l'intégrité du Territoire Français ?

— Oui.

— Et les socialistes ont apporté leur confiance à ce général ! Mais vous rendez-vous compte, M. Toupiot, que le mot « territoire » est à l'envers, les Droites ont attaqué la Défense Nationale, le gâcher pour... à moins que... Oui, ce doit être cela... Je comprends. Les socialistes sont pour la nationalisation des industries de guerre n'est-ce pas ?

— Naturellement, c'est le seul moyen.

— Oui, oui, je sais, je comprends maintenant pourquoi les socialistes ont donné leur confiance au Général Maurin. C'est qu'il leur accorde satisfaction. Réjouissez-vous mon vieux ami, la nationalisation des industries de guerre est réalisée.

— Comment ça ?

— Oui, Louis XIV avait pour devise : l'Etat c'est moi. Le Général Maurin l'appliquait, agent du Creusot, il incarnait l'industrie de guerre, incarnant en même temps la Nation, il a donc nationalisé — pour lui — la fabrication des armements, puisque général-ministre, il commande ses hommes au général-marchand.

D'ailleurs, cette nationalisation ne peut se faire que sous cette forme. C'est la véritable et seule raison de l'appui des socialistes à ce ministre.

R. ROUSSEAU.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Les gens dits « de gauche » sont en pleine euphorie !

Le Front populaire est enfin au pouvoir !

Les socialistes ne sont plus dans l'opposition ; les communistes s'abstiennent par simple souci de ne causer au cabinet Sarraut aucune peine, même légère.

« Le communisme, voilà l'ennemi », proclamait en 1927, à Constantine, ce même Sarraut.

Vieille histoire ! « Oubliions le passé », chante le distingué Gabriel Péri.

D'ailleurs, le communisme de cette lointaine époque ne ressemble plus, mais plus du tout, à ce qu'il est en cette heureuse année 1936.

Pour mieux dire, il n'y a plus de communisme, plus de révolutionnarisme, plus, ou si peu, d'internationalisme.

Les jouvenceux contempteurs des « gueules de vaches » se pâment de joie, comme de vieilles petites folles à la seule pensée que le « camarade » maréchal « Tapaloursky » a rencontré le général Gamelin et a cassé la croûte avec le ministre de la Guerre français.

Et n'oubliez pas que le « camarade » Litvinov a été reçu pendant plus d'une heure — oui, camarades, pendant plus d'une heure — par Sa Majesté Edouard VIII. Quel honneur pour nous tous : chefs de rayons, ou simples cellulards cotisant !...

L'Humanité est devenue un journal nationaliste 100 %.

Ses rédacteurs réclament une France forte et heureuse. Et il faut croire que cela plaît à ses lecteurs, puisqu'elle continue à se vendre, comme petits pains sortant du four.

Les parlementaires — et parmi eux, quelques-uns de ceux que nous entendimes dans les meetings pacifistes — ont voté les deux ans.

Ces deux ans ont passé comme une lettre à la poste. Aucune réaction des soi-disant révolutionnaires. Pas une protestation des organisations ouvrières dont l'unité ne semble pas jusqu'ici avoir fait la force.

Mais on a tout de même fait quelque chose. On a été porter des fleurs place de la République. On a dressé le poing d'une façon significative. Et puis on a été se coucher, satisfaits et confiants dans les politiques qui nous gouvernent... pour continuer ce que faisaient leurs prédécesseurs.

Car ces fameux décrets-lois, tant honnis, tant combattus, il y a quelques mois, sont appliqués avec la même rigueur.

Ces décrets-lois de misère, comme les qualifiaient certains ministres actuels, on ne parle pas de les supprimer.

La force est bonne, et l'on ne voit pas bien, jusqu'à présent, que le troupeau bêlant des électeurs l'ait trouvée de mauvais goût.

Et pouvons-nous réellement attendre quelque chose des élections prochaines ?

Ca serait aller à une désillusion certaine. Que les électeurs votent blanc ou rouge, ils seront refaits, comme toujours.

Mais vous verrez que les orateurs tonitruants réussissent bien à leur faire prendre leurs désirs pour des réalités et à leur faire accepter tout ce qui sera susceptible de servir leur politique.

Car rien n'égale en stupidité un électeur. En attendant, signalons que, pour marquer son arrivée à la garde des Sceaux, M. Yvon Delbos, en bon superpatriote de gauche, s'est empressé de faire arrêter mon camarade Loréal, secrétaire de la Patrie Humaine.

Il faut bien, n'est-ce pas, donner des arguments à ceux de droite et leur faire voir qu'on ne pactise pas avec les pacifistes intégraux, qui s'obstinent à se dresser contre les fomenteurs de guerre sans souci de leur étiquette politique.

« La paix, le pain, la liberté ! » ? Fumistes ! — Pierre MUADES.

LES SIX ANS

La prochaine Chambre sera peut-être élue pour six ans.

Les représentants du peuple ne souffriront pas trop de s'infliger deux ans de rabiot.

Le peuple souverain, lui, y trouvera certainement son compte, au lieu de se croire quelque chose une fois tous les quatre ans, eh bien, ma foi, il se croira quelque chose une fois tous les six ans. A gauche, les députés feront « mine » de protester contre les six ans, mais vous verrez que l'affaire sera malgré tout enlevée.

Les Topazes de l'Hôtel de Ville étaient nombreux, eux aussi, à « gueuler » contre les six ans de mandat, mais ils ont su se résigner bien vite, et vous pourrez courir longtemps pour trouver le représentant qui démissionnerait avant la fin de « son temps ».

Dans ce milieu-là, on est homme de devoir et on tient jusqu'au bout...

Brave électeur, tu devras bientôt élire tes maîtres à perpétuité... et tu n'auras même plus pour te consoler cette impression qui te faisait croire à la souveraineté « d'animal irrationnel ».

DIALECTIQUE

Le camarade Toukatchewski, maréchal dans l'armée rouge et Madame, ont cassé la croûte en compagnie des copains généraux Gamelin-Maurin-Pujo, représentants authentiques de l'armée française, de cette armée où l'on « assassine la jeunesse » (Humanité Dixit). Le maréchal et Madame ont été présentés aux lecteurs de la grande presse, dans toutes les positions, tout comme de vulgaires officiels bourgeois.

Les anarchistes, qui, décidément, manquent de dialectique, ne considèrent pas cette réception militariste et diplomatique comme une autre victoire du prolétariat. Ah ! ces anars, ces contre-révolutionnaires, quels em... !

Faut-il qu'ils soient bouchés à l'émeri pour ne pas applaudir le jeune Maréchal Rouge et sa moitié. Ils ne sont pas nombreux, ceux qui pensent comme eux... Voire ! Ils doivent même être légion, à commencer par les camarades

« trouffions » qui ne banquettent pas, eux, avec leurs galonnés tricolores. Ils manquent aussi de dialectique, ces pô-vres...

LES « POISSES »...

Tout dernièrement, les vendeurs du journal Révolution circulaient dans les rues du XIV^e arrondissement. Au nom de la Paix et de la Liberté, probablement, ils furent poursuivis par quelques énergumènes au langage très particulier.

Une jeune camarade vendeuse devint pour les élèves bolchevistes une « gonzesse », un vendeur un « ondulé » et bien d'autres choses encore ; ça ne pouvait pas suffire aux camarades de classe si acharnés dans l'insulte. Pour corser l'affaire, il fallut l'intervention d'un dénommé Lenoir, éminence grise du Rayon. En moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, quand ce faciès sans vigueur et sans intelligence eût parlé, ce fut la rumeur des « poissons » sur les socialistes de Révolution. La « gonzesse » fut claquée, jetée à terre et talonnée...

Authentique, cette histoire !

Un conseil à Lenoir et à ses « poissons » : qu'ils viennent donc en faire autant aux anarchistes !

COMPLICITÉ

Dans un récent numéro du Popa, le citoyen Farinet qualifiait d'inopportune, de maladroite une intervention en faveur des socialistes emprisonnés en Russie. Farinet est adversaire que sont posées publiquement des questions de cette sorte, car il pense que la libération des victimes de Staline sera obtenue plus facilement grâce aux conciles de la Commission S.F. I. O. et S. F. I. C. chargée d'unir les deux partis.

Et voilà, au nom de l'Unité, on converse avec les bourreaux de ses frères.

Pour ne pas gêner le « mariage », on observera le silence sur les crimes du conjoint. Que des socialistes russes, des révolutionnaires gémissent à Solovietzky ou à Boutirky, voire en Sibérie, ils peuvent attendre, ce qui compte avant tout, c'est l'Unité avec leurs geôliers.

Ta sensibilité, Farinet, doit bien mal s'accorder avec cette conception...

N'empêche qu'au nom d'une opération politique, tu préconises le silence sur la souffrance de tes frères, et vois-tu, ça ressemble beaucoup à de la complicité...

APOTHEOSE

Le 6 février dernier, Raymond Prince plastronnait à la Concorde au milieu des membres influents des différentes mafias patriotiques.

A plusieurs reprises, il fut chargé de la corvée des couronnes. On venge l'honneur de son papa comme on peut. Le zèle de Raymond Prince aura sa récompense : nous apprenons, en effet, que l'année prochaine les restes du conseiller intégriste seront amenés de la Concorde aux Fêtes sur la place tragique, et que la locomotive qui servait à ratatiner l'« Honneur et la Probité » aura sa place aux Invalides.

La France et les Français auront, ce jour-là, le regard fixé sur le fils de son père. Apothéose.

Les romanichels.

UNION ANARCHISTE

NOTRE TOURNÉE

Le Front populaire peut-il nous sauver ?

Tel est le sujet que traitera notre camarade Frémont dans les localités suivantes :

Vendredi 14 février, à PERIGUEUX ; Samedi 15 février, à BORDEAUX ;

Lundi 17 février, à BAYONNE ; Mardi 18 février, à TARBES ;

Mercredi 19 février, à AGEN ; Jeudi 20 février, à LEZIGNAN ;

Vendredi 21 février, à PERPIGNAN ; Samedi 22 février, à COURSAN ;

Lundi 24 février, à FLEURY ; Mercredi 26 février, à NARBONNE ;

Jeudi 27 février, à BEZIERS ; Vendredi 28 février, à MONTPELLIER ;

Samedi 29 février, à LUNEL ; Lundi 2 mars, à TOULON ;

Mardi 3 mars, à LA CIOTAT ; Mercredi 4 mars, à MARSEILLE ;

Jeudi 5 mars, à GRENOBLE ; Vendredi 6 mars, à LYON ;

Samedi 7 mars, à OULLINS. Pour tous renseignements, s'adresser au secrétaire du Groupe organisateur : L. ESTEVE,

A TRAVERS LE MONDE

LES ÉLECTIONS ESPAGNOLES

La position de la C. N. T.

Après deux ans d'interdiction, la liberté de réunion est rétablie en Espagne et déjà un grand mouvement d'enthousiasme pousse les travailleurs dans les syndicats. La C. N. T. a repris immédiatement sa propagande à la fois de défense économique et de transformation sociale, s'inspirant du principe antiautoritaire.

Les militants sont unanimes à reconnaître que deux courants se présentent actuellement devant le prolétariat : l'un politique, l'autre de préparation révolutionnaire et d'action directe.

Cependant d'après la lecture de « Solidaridad Obrera » la majorité des militants sont partisans de la méthode révolutionnaire. Certains défendent l'U.G.T. qui est dirigée par des socialistes et qui est en quelque sorte une affiliée de leur parti.

Les militants et les ouvriers espagnols, instruits par les exemples donnés par les politiciens gardent à leur égard une méfiance justifiée et désirent dans leur conflit avec le patronat agir directement entre délégués syndicaux et patrons. S'agit-il de poursuites injustes, d'abus de gouvernement des délégués syndicaux porteront eux-mêmes les griefs aux autorités sans passer par l'intermédiaire des politiciens.

S'agit-il de question sociale, les militants de la C.N.T. poursuivent la préparation révolutionnaire en attendant que les événements viennent favoriser leurs projets.

V. Martínez Romen s'adressant aux adhérents de l'U.G.T. écrit ceci : si les travailleurs de cette organisation ont le courage d'abandonner les rangs de cette organisation des politiciens et de leur politique, les ouvriers de la C.N.T. leur tendront cordialement la main.

D'autre part dans *Solidaridad Obrera* du 22 courant à la chronique « Actualité » en fin d'article il est écrit : Il est nécessaire, urgent, de bien déterminer la position et de reconnaître la grave responsabilité historique que doivent jouer les organisations prolétariennes à caractère plus ou moins révolutionnaire. Si le parlementarisme ne donne aucune garantie pour l'émancipation de la classe ouvrière ; si la lutte électorale est incapable d'arrêter le développement du fascisme, il n'y a qu'à le confesser clairement et franchement et agir en conséquence, c'est-à-dire diriger toutes les activités, absolument toutes, vers la préparation et la coordination de la révolution sociale, unique moyen sérieux d'arrêter et d'écraser les forces fascistes.

Parlementaires, non : Révolutionnaires ! La C.N.T. fait publiquement un appel à l'U.G.T. en vue d'une entente d'organisation d'où serait exclue la politique de collaboration avec le régime bourgeois. A Barcelone, le syndicat unique de l'alimentation, réuni en assemblée générale s'est prononcé à l'unanimité pour l'abstention aux prochaines élections.

Les camarades espagnols ont entrepris une grande campagne contre la peine de mort. Ils dénoncent les procédés ignobles employés par la garde civile pour arracher des aveux aux prisonniers. Sur *Solidaridad Obrera*, ils décrivent avec des détails qui font frémir d'horreur les traitements infligés aux camarades pour les faire mettre à l'abîme.

Ces moyens ne le cèdent en rien aux brutalités ni aux cruautés de l'inquisition.

Est-ce là la conduite d'une République ?

O ironie ! Torquemada a trouvé de dignes successeurs.

En notre période de préparation du Congrès de Toulouse qui doit marquer une étape historique de notre mouvement ouvrier, il nous paraît nécessaire de reproduire la série d'articles que Michel Bakounine consacra à la politique de la 1^{re} internationale (Association internationale des travailleurs) dans le journal *l'Égalité* du 7 au 8 août 1869.

Les discussions en cours sur le caractère et l'orientation du mouvement syndical donnent à ces articles un caractère d'une brûlante actualité. Michel Bakounine y définit clairement les concepts susceptibles de grouper tous les exploités de toutes tendances et ce que doit être leur action revendicative.

La lecture attentive de ces articles ne manquera pas de donner à nos camarades qui luttent pour l'indépendance du syndicalisme des arguments puissants ; de même elle permettra à ceux d'entre eux qui ont été des critiques sur la tribune syndicale de notre journal, de rectifier leur jugement, car notre camarade Ribeyron-Jervet bakouniste, n'a fait que restituer fidèlement dans le cadre de la pensée de Michel Bakounine.

Certaines expressions employées par Bakounine ont vieillies, d'autres ont pris un sens plus restreint, ainsi le mot socialisme désignait dans son esprit les révolutionnaires partisans de sa doctrine, que l'on a appelé par la suite anarchistes et qu'aujourd'hui, on tend de plus en plus à désigner sous le nom de libertaires.

Certaines autres parties n'ont plus qu'un intérêt historique, mais si cela ne nuit en rien à la valeur de l'écrit, que nous ne saurions trop recommander à l'attention de nos camarades.

N.D.L.R.

« Nous avons cru jusqu'à présent, dit la MONTAGNE, que les opinions politiques et religieuses étaient indépendantes de la qualité de membre de l'Internationale ; et, quant à nous, c'est sur ce terrain que nous nous plaçons (4). »

On pourrait croire, au premier abord, que M. Coullery a raison. Car, en effet, l'Internationale, en acceptant dans son sein, un nouveau membre, ne lui demande pas s'il est religieux ou athée, s'il appartient à tel parti politique ou

Pacte de guerre

(Suite de la 1^{re} page)

Il est possible que le pacte intime de l'Allemagne. Il ne l'est pas moins qu'il contribue à recréer outre-Rhin une psychologie de l'encerclement et qu'aussi il aggrave la situation internationale et hâte l'heure du conflit.

Quant à nous, nous nous contentons de poser ces équations. Non pas que l'aspect technique du problème de la paix ne nous intéresse pas. Mais nous prétendons ne pas nous en tenir à cet aspect. Sans doute, ce qui importe avant tout, c'est de sauver la paix, mais nous pensons qu'il n'est pas possible de la sauver sans s'attaquer aux causes réelles de la guerre. Nous le demandons aux communistes : pensez-vous établir une paix durable sur les bases de Versailles ? Prenez-vous à votre compte la violence des traités ? Vous portez-vous, en toute conscience, garants du statut territorial qui en est sorti ? Si oui, votre politique s'explique, se justifie. Si non, vous aggravez de toute la puissance de votre crédit sur la classe ouvrière, la tragédie malentendu qui dresse le peuple allemand contre le peuple français. Et ne dites pas, car vous ajoutez ici l'hypocrisie à votre crime, ne dites pas avec Péri que les intentions des gouvernements de Moscou et de Paris sont pures, que l'Allemagne peut quand il lui plaira, entrer dans le pacte. Car vous savez que l'Allemagne ne le peut pas, car elle signerait du même coup sa propre déchéance de puissance capitaliste, tandis qu'au contraire elle a chargé Hitler de la rétablir dans la plénitude de ses droits. Ayez au moins le courage de votre attitude. Avouez que vous voulez la peau d'Hitler...

Rien n'est dangereux comme ces mensonges que dénonçait déjà Lénine. Le prolétariat a droit d'y voir clair. Depuis toujours, il a cru faire la guerre pour une cause sienne et il l'a toujours faite pour défendre d'inavouables intérêts. Va-t-il recommencer demain ? Le peuple français, qui a versé son sang pour édifier ce monument d'injustice qui s'appelle le traité de Versailles, va-t-il le verser à nouveau pour en assurer la garde ? Le vrai problème n'est pas ailleurs. Il est politique et non pas technique. Pour le prolétariat français, la question qui se pose n'est pas une défense du statut territorial issu de Versailles qu'on confond à dessein avec la défense de la paix ; elle est dans la défense de la paix au besoin par la modification de ce statut.

Le pacte franco-soviétique est un pacte de guerre. Il marque une nouvelle étape dans l'évolution de la Russie de Staline qui l'amène à rentrer avec des devoirs égaux dans le concert des puissances capitalistes. Il marque l'asservissement définitif du parti communiste français, qui accepte d'être le honteux courtier de ce retour. Il indique du même coup notre devoir qui ne peut consister qu'en une lutte redoublée pour la paix de tous les peuples contre tous les tyrans blancs et rouges, rouges du sang innocent qu'ils s'apprennent à répandre.

LASHORTES.

Le pacte de guerre. Il marque une nouvelle étape dans l'évolution de la Russie de Staline qui l'amène à rentrer avec des devoirs égaux dans le concert des puissances capitalistes. Il marque l'asservissement définitif du parti communiste français, qui accepte d'être le honteux courtier de ce retour. Il indique du même coup notre devoir qui ne peut consister qu'en une lutte redoublée pour la paix de tous les peuples contre tous les tyrans blancs et rouges, rouges du sang innocent qu'ils s'apprennent à répandre.

Fait Divers ! où les beautés de la société bourgeoise

Lecteur assidu du *Libertaire*, je m'étonne de ne pas avoir vu dans ce journal, un article relatant le suicide, à l'infirmerie de Fresnes, de Jean-Baptiste Porchet. Peut-être l'Administration pénitentiaire a-t-elle cherché à le cacher comme elle le fait presque tous les jours afin que nous ne sachions pas comment souffrent et meurent certains êtres qui sont dégoûtés de la société capitaliste. Je vais vous conter, avec demande d'insertion, la fin de cette épreuve de ladite société capitaliste :

Le 27 juillet 1935, Jean-Baptiste Porchet tuait à coups de revolver un brigadier de police. Jean-Baptiste Porchet qui, toute sa vie avait trîné pour engraisser le patronat (il avait douze ans de présence dans sa dernière maison) se voyait brusquement congédié en mai dernier parce qu'il n'était plus utile. Il fut donc comblé d'innombrables travailleurs embrigadés dans l'armée du chômage. Mais cet homme qui avait sa fierté et des idées (aujourd'hui malheureusement périmées) ne put accepter d'un coup léger cette... situation. Il était né travailleur ! Il se sentait donc diminué du fait de quémander aux pouvoirs publics l'allocation du chômage.

Et, comme un scénario bien réglé, ce qui devait arriver arriva. Un jour que Porchet dégoûté, révolté, venait à la Mairie du 10^e toucher son maigre secours, un jeune brigadier de police, sans doute en mal d'avancement, bouscula, comme seuls savent le faire les « gardiens de la paix » et vieux travailleurs. Oui, ce jeune brigadier bien nourri, voulait sans doute se faire la main sur des ventres creux, des crêve-la-faim.

Hélas, il avait oublié, ou plutôt il ne savait pas, qu'il existe encore des hommes pour qui le mot liberté n'est pas un vain mot.

Et flac ! Le filard rejoignit ses ancêtres. Retournant son arme contre lui-même Porchet ne réussit qu'à perdre un œil. Puis il tenta 3 fois de se suicider en prison. Étrange paradoxe, la mort ne voulait pas de lui, qui cependant la désirait ardemment. La cinquième tentative, fin enfin couronnée de succès. Si l'on peut dire ! Il réussit d'après les dires de l'Administration pénitentiaire à s'étrangler avec une serviette.

Or, malgré que cette administration eût la charge, la responsabilité de ce malheureux, ses enfants durent payer 175 fr. pour avoir le droit de l'accompagner à sa dernière demeure. Oui, cette même administration avertie des 3 tentatives de suicide de J.-B. Porchet et qui ne put l'empêcher de commettre l'irréparable.

En vérité ce procès qui devait venir aux assises au mois de février était rien moins qu'important pour la bourgeoisie. Il fallait donc que Porchet se suicidât. Et que les journaux n'en parlissent point.

Que l'Administration pénitentiaire se rassure cependant, les enfants du vieux travailleur probe et honnête qui fut Porchet sont tous chômeurs et ils n'ont pas les moyens de poursuivre l'affaire. Mais les travailleurs qui n'ont pas encore l'âme moutonnière ne peuvent se demander si devant l'inculte, la partialité révoltante et l'ignoble crapulerie dans laquelle s'enfoncent chaque jour l'infamie minorité de parasites qui nous gouvernent, de nouveaux Porchet, égarés, ne renouvelleront pas demain son geste.

La prison et la mort, étant devenues les derniers refuges des travailleurs conscients, je salue bien bas la mémoire de Jean-Baptiste Porchet.

Salutations syndicalistes.
L. V., typo confédéré.

Ce que nous voulons : Une société assurant une existence pleinement humaine en tant que bien-être matériel et développement intellectuel, fondée sur la justice, c'est-à-dire sur l'égalité et sur la liberté de chacun et de tous dans le travail. ... MICHEL BAKOUNINE.

TRIBUNE DES JEUNES

A propos de Fascisme

Le fascisme veut la guerre ! Hitler, Mussolini, le Japon veulent la guerre ! clame dans le journal des masses le nouveau programme consensuel Marcel Cachin. Et notre bourgeois de sénateur continue ainsi : « Dans ces conditions il est clair, il est net que les prolétaires de tous les pays doivent exiger de leurs gouvernements respectifs qu'ils s'opposent aux agissements des fauteurs de guerre. »

« Les prolétaires de France, en tout cas, ont à surveiller les parlementaires chargés de ratifier le pacte franco-soviétique. Ledit pacte, termine Cachin, peut être accepté de l'Allemagne, car il n'est autre chose qu'un Locarno de l'Est. »

Rassurons tout de suite le digne sénateur pour calmer ses patriotiques appréhensions. Selon la volonté du grand état-major le pacte sera signé, et des deux mains.

Et lorsque les pays fascistes, encerclés par un réseau d'alliances — secrètes ou non — accablés au suicide économique, en seront réduits à fuir leur va-tout, les dignes ramolus patriotes, rouges et blancs, convieront les prolétaires du monde entier à s'entrepuiser patifollement pour la plus grande gloire et le profit des impérialismes en présence.

On recommencera, en mieux, la tragédie de 1914-18 : la fleur au fusil d'abord, les obus sur la gueule ensuite, les croix de bois pour finir.

Je vois d'ici la proclamation des profiteurs à l'adresse des nouveaux couillons à cinq sous par jour :

« Camarades prolétaires ! Vous avez le grand honneur, l'immense avantage de recevoir la haute mission de défendre nos libertés traditionnelles. Le sénateur J.-B. S. Eden des travailleurs (voir Pétain) contre la barbarie déchaînée. Haut les cœurs ! Il y a de la gloire à glaner pour les causes qui seront piteuses et pas fatigantes. La croix des braves, par exemple, qui vous rappellera plus tard à l'attention des feldts ignares et à la reconnaissance des détenteurs du patrimoine national. Soyez braves ! Vous qui n'avez rien à perdre que votre carcasse. De nombreuses croix de bois seront mises gracieusement à la disposition des héros défunts. N'ayez pas peur d'épuiser le stock. Tout est prévu pour couronner dignement votre gloire posthume. Et quand le suprême sacrifice sera accompli une loterie nationale d'honneur désignera le nouveau Pétain honoraire. Quant aux zigotos qui, sous le couvert d'un pacifisme bavé, refuseraient toutement d'accepter le sort le plus digne d'envie, pour lequel ils sont d'ores et déjà repérés, gare à leur matricule. Qu'on se le dise et vivent les patriotes non de Dieu ! »

Nan mais, vous voyez d'ici, camarades, quel jus ! Eh bien, n'en déplaise à tous les Cachin, néo-démocrates ou moscouitiques, les travailleurs ne sont nullement disposés à payer de leur peau le droit d'être perpétuellement les dindons de la sinistre farce capitaliste. Que ce soit sous le capitalisme privé ou le capitalisme d'Etat, il est désormais démontré par l'expérience historique que c'est toujours pour eux l'oppression et l'esclavage. En U.R.S.S. sous la direction rouge, comme en France, sous le prolétariat tricolore.

Si Marcel Cachin et ses amis veulent à tout prix perdre la liberté chez nos voisins fascistes à la pointe des baïonnettes, qu'ils y aillent eux-mêmes. Les prolétaires qui pensent en effet que : « La défense du profit doit être l'œuvre des prolétaires eux-mêmes » seront les premiers à les admirer et à les encourager... de loin. Ce sera bien leur tour.

GUY.

JEUNESSE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE COMBATTANTS DE LA PAIX

GRUPE LIBERTAIRE ET COMITE D'AMNISTIE

SECTIONS DU 14^e ARRONDISSEMENT
Mercredi 19 février, à 21 heures précises

GRAND MEETING

Salle du Clair de Lune, 15, rue de Vanves
contre l'Union Sacrée et la Guerre ! Contre le Fascisme ! Pour l'Amnistie ! Tous à ce meeting important.

Orateurs : Hic et Gérard, des Jeunesses socialistes. Douteau, de la P. H. ; Beauchet et Verber, des Combattants de la Paix et P. Odson-Michot-Ringaud du Groupe Libéraire et des Jeunesses Anarchistes.
Pour les frais : 0 fr. 50 d'entrée.

UN ÉCRIT SYNDICALISTE D'UNE BRÛLANTE ACTUALITÉ

Politique de l'Internationale

par Michel BAKOUNINE.

s'il n'appartient à aucun. Elle lui demande simplement :

« Es-tu ouvrier ou si tu ne l'es pas, éprouves-tu le besoin et le sens-tu la force d'embrasser franchement, complètement, la cause des ouvriers, de l'identifier avec elle à l'exclusion de toutes les autres causes qui pourraient lui être contraires ? »

Sais-tu que les ouvriers, qui produisent toutes les richesses du monde, qui sont les créateurs de la civilisation et qui ont conquis pour les bourgeois toutes les libertés, sont aujourd'hui condamnés à la misère, à l'ignorance et à l'esclavage ? As-tu compris que la cause principale de tous les maux qu'endure l'ouvrier, c'est la misère, et que cette misère, qui est le lot de tous les travailleurs dans le monde, est une conséquence nécessaire de l'organisation économique actuelle de la société, et notamment de l'asservissement du travail, c'est-à-dire du prolétariat, sous le joug du capital, c'est-à-dire de la bourgeoisie ?

As-tu compris qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie il existe un antagonisme qui est irréconciliable, parce qu'il est une conséquence nécessaire de leurs positions respectives ? Que la prospérité de la classe bourgeoise est incompatible avec le bien-être et la liberté des travailleurs, parce que cette prospérité excessive n'est et ne peut être fondée que sur l'exploitation et sur l'asservissement de leur travail, et que, par la même raison, la prospérité et la dignité humaine des masses ouvrières exigent absolument l'abolition de la bourgeoisie comme classe séparée ? Que, par conséquent, la guerre entre le prolétariat et la bourgeoisie est fatale, et ne peut finir que par la destruction de cette dernière ?

As-tu compris qu'aucun ouvrier, quelque intelligent et quelque énergique qu'il soit, n'est capable de lutter seul contre la puissance si bien organisée des bourgeois, puissance représentée et soutenue principalement par l'organisation de

(1) Comme on le voit par ce début, les articles Politiques de l'Internationale sont la continuation de la série La Montagne et M. Coullery (voir p. 105).

l'Etat, de tous les Etats ? Que, pour te donner de la force, tu dois t'associer non avec des bourgeois, mais avec tous les prolétaires de tous les Etats, parce que tous les bourgeois, en tant que bourgeois, sont nos ennemis irréconciliables, et si avec des ouvriers infidèles, et qui seraient assez lâches pour aller mendier les sourires et la bienveillance des bourgeois, mais avec des ouvriers honnêtes, énergiques, et qui veulent franchement ce que tu veux.

As-tu compris qu'en présence de la coalition formidable de toutes les classes privilégiées, de tous les propriétaires et capitalistes, et de tous les Etats dans le monde, une association ouvrière isolée, locale ou nationale, appartenant-elle même à l'un des plus grands pays de l'Europe, ne pourrait jamais triompher, et que, pour tenir tête à cette coalition et pour obtenir ce triomphe, il ne faut rien de moins que l'union de toutes les associations ouvrières locales et nationales en une association universelle, il faut la grande ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS ?

Si tu sais, si tu as bien compris et si tu veux réellement tout cela, viens à nous, quelles que soient d'ailleurs tes croyances politiques ou religieuses. Mais pour que nous puissions t'accepter, tu dois nous promettre :

1^o De subordonner désormais tes intérêts personnels, ceux même de ta famille, aussi bien que tes convictions et manifestations politiques et religieuses, à l'intérêt suprême de notre association ; la lutte du travail contre le capital, des travailleurs contre la bourgeoisie sur le terrain économique ;

2^o De ne jamais transiger avec les bourgeois dans un intérêt personnel.

3^o De ne jamais chercher à relever individuellement, seulement pour la propre personne, au-dessus de la masse ouvrière, ce qui ferait de toi-même immédiatement un bourgeois, un ennemi et un exploitateur du prolétariat ; car toute la différence entre le bourgeois et le travailleur est celle-ci, que le premier cherche son bien toujours en dehors de la collectivité, et que le second ne le cherche et ne le prétend le conquérir que solidement avec tous ceux qui travaillent

et qui sont exploités par le capital bourgeois ; 4^o De tester ta fidélité à la solidarité ouvrière, la moindre trahison de cette solidarité est considérée par l'Internationale comme le crime le plus grand et comme la plus grande infamie qu'un ouvrier puisse commettre.

En un mot, tu dois accepter franchement, pleinement, nos statuts généraux, et tu prendras l'engagement solennel d'y conformer désormais tes actes et la vie.

Nous pensons que les fondateurs de l'Association internationale ont agi avec une très grande sagesse en éliminant d'abord du programme de cette association toutes les questions politiques et religieuses. Sans doute, ils n'ont point manqué eux-mêmes ni d'opinions politiques, ni d'opinions anti-religieuses bien marquées ; mais ils se sont abstenus de les mettre dans ce programme, parce que leur but principal était d'unir avant tout les masses ouvrières du monde civilisé dans une action commune. Ils ont dû nécessairement chercher une base commune, une série de principes simples sur lesquels tous les ouvriers, quels qu'ils fussent d'ailleurs, les aberrations politiques et religieuses, pour peu qu'ils soient des ouvriers sérieux, c'est-à-dire des hommes durement exploités et souffrants, sont et doivent être d'accord.

S'ils avaient arboré le drapeau d'un système politique ou anti-religieux, loin d'unir les ouvriers de l'Europe, ils les auraient encore plus divisés ; parce que, l'ignorance des ouvriers étant, la propagande intéressée et au plus haut degré corrompue des prêtres, des gouvernements et de tous les partis politiques bourgeois, sans en excepter les plus rouges, a répandu une foule d'idées fausses dans les masses ouvrières, et que ces masses aveuglées se passionnent malheureusement encore trop souvent pour des mensonges qui n'ont d'autre but que de leur faire servir, volontairement et stupidement, au détriment de leurs intérêts propres, ceux des classes privilégiées.

D'ailleurs, il existe encore une trop grande différence entre les degrés de développement industriel, politique, intellectuel et moral des masses ouvrières dans les différents pays, pour qu'il

soit possible de le unir aujourd'hui par un seul et même programme politique et anti-religieux. Poser un tel programme comme celui de l'Internationale, en faire une condition absolue d'entrée dans cette association, ce serait vouloir organiser une secte, non une association universelle ; ce serait tuer l'Internationale.

Il y a eu encore une autre raison qui a fait éliminer d'abord du programme de l'Internationale, en apparence du moins et seulement en apparence, toute tendance politique.

Jusqu'à ce jour, depuis le commencement de l'histoire, il n'y a pas eu encore de prolétariat du peuple — et nous entendons par ce mot le bas peuple, la canaille ouvrière qui nourrit le monde de son travail ; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées, de ces classes qui se sont servies de la puissance militaire du peuple pour se détruire mutuellement, et pour se mettre à la place l'une de l'autre. Le peuple à son tour n'a jamais pris parti pour les unes contre les autres que dans le vague espoir qu'au moins l'une de ces révolutions politiques, dont aucune n'a pu se faire sans lui, mais dont aucune ne s'est faite pour lui, apporterait quelque soulagement à sa misère et à son esclavage séculaires. Il s'est toujours trompé. Même la grande Révolution française l'a trompé. Elle a tué l'aristocratie nobiliaire et a mis à sa place la bourgeoisie. Le peuple ne s'appelle plus ni esclave ni serf, il est proclamé libre en droit, mais dans le fait son esclavage et sa misère restent les mêmes.

Et ils resteront toujours les mêmes tant que les masses populaires continueront de servir d'instrument à la politique bourgeoise, que cette politique s'appelle conservatrice, libérale, progressiste, radicale, et lors même qu'elle se donnerait les allures les plus révolutionnaires du monde. Car toute politique bourgeoise, quelle qu'elle soit, n'a d'autre but que de leur faire servir, volontairement et stupidement, au détriment de leurs intérêts propres, ceux des classes privilégiées.

D'ailleurs, il existe encore une trop grande différence entre les degrés de développement industriel, politique, intellectuel et moral des masses ouvrières dans les différents pays, pour qu'il

soit possible de le unir aujourd'hui par un seul et même programme politique et anti-religieux. Poser un tel programme comme celui de l'Internationale, en faire une condition absolue d'entrée dans cette association, ce serait vouloir organiser une secte, non une association universelle ; ce serait tuer l'Internationale.

Il y a eu encore une autre raison qui a fait éliminer d'abord du programme de l'Internationale, en apparence du moins et seulement en apparence, toute tendance politique.

Jusqu'à ce jour, depuis le commencement de l'histoire, il n'y a pas eu encore de prolétariat du peuple — et nous entendons par ce mot le bas peuple, la canaille ouvrière qui nourrit le monde de son travail ; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées, de ces classes qui se sont servies de la puissance militaire du peuple pour se détruire mutuellement, et pour se mettre à la place l'une de l'autre. Le peuple à son tour n'a jamais pris parti pour les unes contre les autres que dans le vague espoir qu'au moins l'une de ces révolutions politiques, dont aucune n'a pu se faire sans lui, mais dont aucune ne s'est faite pour lui, apporterait quelque soulagement à sa misère et à son esclavage séculaires. Il s'est toujours trompé. Même la grande Révolution française l'a trompé. Elle a tué l'aristocratie nobiliaire et a mis à sa place la bourgeoisie. Le peuple ne s'appelle plus ni esclave ni serf, il est proclamé libre en droit, mais dans le fait son esclavage et sa misère restent les mêmes.

Et ils resteront toujours les mêmes tant que les masses populaires continueront de servir d'instrument à la politique bourgeoise, que cette politique s'appelle conservatrice, libérale, progressiste, radicale, et lors même qu'elle se donnerait les allures les plus révolutionnaires du monde. Car toute politique bourgeoise, quelle qu'elle soit, n'a d'autre but que de leur faire servir, volontairement et stupidement, au détriment de leurs intérêts propres, ceux des classes privilégiées.

D'ailleurs, il existe encore une trop grande différence entre les degrés de développement industriel, politique, intellectuel et moral des masses ouvrières dans les différents pays, pour qu'il

soit possible de le unir aujourd'hui par un seul et même programme politique et anti-religieux. Poser un tel programme comme celui de l'Internationale, en faire une condition absolue d'entrée dans cette association, ce serait vouloir organiser une secte, non une association universelle ; ce serait tuer l'Internationale.

Il y a eu encore une autre raison qui a fait éliminer d'abord du programme de l'Internationale, en apparence du moins et seulement en apparence, toute tendance politique.

Jusqu'à ce jour, depuis le commencement de l'histoire, il n'y a pas eu encore de prolétariat du peuple — et nous entendons par ce mot le bas peuple, la canaille ouvrière qui nourrit le monde de son travail ; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées, de ces classes qui se sont servies de la puissance militaire du peuple pour se détruire mutuellement, et pour se mettre à la place l'une de l'autre. Le peuple à son tour n'a jamais pris parti pour les unes contre les autres que dans le vague espoir qu'au moins l'une de ces révolutions politiques, dont aucune n'a pu se faire sans lui, mais dont aucune ne s'est faite pour lui, apporterait quelque soulagement à sa misère et à son esclavage séculaires. Il s'est toujours trompé. Même la grande Révolution française l'a trompé. Elle a tué l'aristocratie nobiliaire et a mis à sa place la bourgeoisie. Le peuple ne s'appelle plus ni esclave ni serf, il est proclamé libre en droit, mais dans le fait son esclavage et sa misère restent les mêmes.

Et ils resteront toujours les mêmes tant que les masses populaires continueront de servir d'instrument à la politique bourgeoise, que cette politique s'appelle conservatrice, libérale, progressiste, radicale, et lors même qu'elle se donnerait les allures les plus révolutionnaires du monde. Car toute politique bourgeoise, quelle qu'elle soit, n'a d'autre but que de leur faire servir, volontairement et stupidement, au détriment de leurs intérêts propres, ceux des classes privilégiées.

D'ailleurs, il existe encore une trop grande différence entre les degrés de développement industriel, politique, intellectuel et moral des masses ouvrières dans les différents pays, pour qu'il

soit possible de le unir aujourd'hui par un seul et même programme politique et anti-religieux. Poser un tel programme comme celui de l'Internationale, en faire une condition absolue d'entrée dans cette association, ce serait vouloir organiser une secte, non une association universelle ; ce serait tuer l'Internationale.

Il y a eu encore une autre raison qui a fait éliminer d'abord du programme de l'Internationale, en apparence du moins et seulement en apparence, toute tendance politique.

Jusqu'à ce jour, depuis le commencement de l'histoire, il n'y a pas eu encore de prolétariat du peuple — et nous entendons par ce mot le bas peuple, la canaille ouvrière qui nourrit le monde de son travail ; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées, de ces classes qui se sont servies de la puissance militaire du peuple pour se détruire mutuellement, et pour se mettre à la place l'une de l'autre. Le peuple à son tour n'a jamais pris parti pour les unes contre les autres que dans le vague espoir qu'au moins l'une de ces révolutions politiques, dont aucune n'a pu se faire sans lui, mais dont aucune ne s'est faite pour lui, apporterait quelque soulagement à sa misère et à son esclavage séculaires. Il s'est toujours trompé. Même la grande Révolution française l'a trompé. Elle a tué l'aristocratie nobiliaire et a mis à sa place la bourgeoisie. Le peuple ne s'appelle plus ni esclave ni serf, il est proclamé libre en droit, mais dans le fait son esclavage et sa misère restent les mêmes.

Et ils resteront toujours les mêmes tant que les masses populaires continueront de servir d'instrument à la politique bourgeoise, que cette politique s'appelle conservatrice, libérale, progressiste, radicale, et lors même qu'elle se donnerait les allures les plus révolutionnaires du monde. Car toute politique bourgeoise, quelle qu'elle soit, n'a d'autre but que de leur faire servir, volontairement et stupidement, au détriment de leurs intérêts propres, ceux des classes privilégiées.

D'ailleurs, il existe encore une trop grande différence entre les degrés de développement industriel, politique, intellectuel et moral des masses ouvrières dans les différents pays, pour qu'il

soit possible de le unir aujourd'hui par un seul et même programme politique et anti-religieux. Poser un tel programme comme celui de l'Internationale, en faire une condition absolue d'entrée dans cette association, ce serait vouloir organiser une secte, non une association universelle ; ce serait tuer l'Internationale.

Il y a eu encore une autre raison qui a fait éliminer d'abord du programme de l'Internationale, en apparence du moins et seulement en apparence, toute tendance politique.

Jusqu'à ce jour, depuis le commencement de l'histoire, il n'y a pas eu encore de prolétariat du peuple — et nous entendons par ce mot le bas peuple, la canaille ouvrière qui nourrit le monde de son travail ; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées, de ces classes qui se sont servies de la puissance militaire du peuple pour se détruire mutuellement, et pour se mettre à la place l'une de l'autre. Le peuple à son tour n'a jamais pris parti pour les unes contre les autres que dans le vague espoir qu'au moins l'une de ces révolutions politiques, dont aucune n'a pu se faire sans lui, mais dont aucune ne s'est faite pour lui, apporterait quelque soulagement à sa misère et à son esclavage séculaires. Il s'est toujours trompé. Même la grande Révolution française l'a trompé. Elle a tué l'aristocratie nobiliaire et a mis à sa place la bourgeoisie. Le peuple ne s'appelle plus ni esclave ni serf, il est proclamé libre en droit, mais dans le fait son esclavage et sa misère restent les mêmes.

Et ils resteront toujours les mêmes tant que les masses populaires continueront de servir d'instrument à la politique bourgeoise, que cette politique s'appelle conservatrice, libérale, progressiste, radicale, et lors même qu'elle se donnerait les allures les plus révolutionnaires du monde. Car toute politique bourgeoise, quelle qu'elle soit, n'a d'autre but que de leur faire servir, volontairement et stupidement, au détriment de leurs intérêts propres, ceux des classes privilégiées.

D'ailleurs, il existe encore une trop grande différence entre les degrés de développement industriel, politique, intellectuel et moral des masses ouvrières dans les différents pays, pour qu'il

soit possible de le unir aujourd'hui par un seul et même programme politique et anti-religieux. Poser un tel programme comme celui de l'Internationale, en faire une condition absolue d'entrée dans cette association, ce serait vouloir organiser une secte, non une association universelle ; ce serait tuer l'Internationale.

Il y a eu encore une autre raison qui a fait éliminer d'abord du programme de l'Internationale, en apparence du moins et seulement en apparence, toute tendance politique.

Jusqu'à ce jour, depuis le commencement de l'histoire, il n'y a pas eu encore de prolétariat du peuple — et nous entendons par ce mot le bas peuple, la canaille ouvrière qui nourrit le monde de son travail ; il n'y a eu que la politique des classes privilégiées, de ces classes qui se sont servies de la puissance militaire du peuple pour se détruire mutuellement, et pour se mettre à la place



Défendons le Syndicalisme

LES discussions continuent avec une certaine ardeur autour des points litigieux devant être résolus à Toulouse. Les militants confédérés font preuve de beaucoup d'allant et se montrent de plus en plus confiants, cependant que la gène gagne visiblement les unitaires.

D'un côté on s'affirme chaque jour avec plus de force pour un mouvement syndical indépendant ; de l'autre, on ergote, on s'efforce de faire diversion en soulevant des questions pour l'instant d'une importance secondaire.

La partie est dure, tellement les communistes se révèlent obstinés, mais heureusement ils se heurtent à une volonté non moins forte que la leur.

Après les dissertations de Raynaud — le joyeux Riri, dans l'intimité de la Grange — sur la valeur de la démocratie unitaire qui est comme chacun sait un modèle du genre, les rumeurs historiques de Sémard qui justifie sa réputation, le stratège Frachon s'emploie à fond pour ébaucher une opération d'envergure dans le but de coïncider la C. G. T. unifiée dans le Front populaire et ainsi, ouvrir une brèche dans le bastion de l'indépendance, par où s'insulterait, en douce pour commencer, l'esprit politique diviseur.

La tactique communiste apparaît en toute clarté. Raynaud prend un air bonhomme pour s'efforcer d'atténuer les préventions entretenues par le souvenir d'un passé encore récent. C'est qu'aux oreilles des minoritaires de la C. G. T. U. tintent encore les basses injures et les odieuses calomnies dont ils furent si abondamment comblés.

Sémard falsifie l'histoire, découpe savamment des textes pour nous convaincre que le mouvement syndical a subi l'influence des grands courants idéologiques qui ont animé les travailleurs, et que par conséquent, il est très naturel que le bolchevisme apporte à son tour son tribut au syndicalisme. Mais Sémard ne nous dit malheureusement pas en quoi consiste ce tribut. Il est vrai qu'on peut aisément suppléer à sa carence, tellement il apparaît que le bolchevisme décadent de nos jours n'a d'autre ambition que celle qui hanta un moment les basiles de la fédération guesdiste : le syndicat, comité électoral pour politiciens professionnels.

Frachon, lui, pousse plus loin la tactique, il s'agit de démontrer que le Front populaire est susceptible de cristalliser les mécontentements, de grouper les volontés réformatrices en vue d'un élan décisif contre le régime. Et pour ce faire, Frachon fait un sort à l'ancienne phraseologie bolcheviste pour tenir le langage pertinent d'un réformisme tel que les bonzes cégétistes se trouvent dépassés. Les abjurations de Frachon à ces derniers pour qu'ils abandonnent leur plan au profit du programme électoral du rassemblement populaire ne manquent pas d'un certain sel. Ah ! comme devant un tel langage, preuve d'une décadence irrémédiable, tous ceux que

les bolchevistes ont qualifié de traitres, de vendus, etc., doivent savourer la vengeance que leur offre ce renversement des positions.

Les communistes auront beau se démener, ils n'arriveront pas à faire oublier qu'il existe plusieurs courants idéologiques dans la classe ouvrière et que dans ces conditions, placer la C. G. T. unique sous la tutelle de l'un d'entre eux, c'est rendre inévitable une nouvelle scission.

C'est là la vérité brutale. A chacun de prendre ses responsabilités.

Le Congrès de Toulouse se doit de prendre des décisions nettes, qui briseront définitivement tout espoir de subordination. Il est certain qu'il n'y failira pas.

Non seulement l'incompatibilité sera votée, mais encore il est désirable que les délégués se montrent désireux d'écarter de la direction confédérale des hommes dont le nom constitue une étiquette politique.

Les personnalités de Frachon, l'homme de paille de Moscou, et de Racamond, son prudent subordonné, sont trop fortement marquées par le bolchevisme pour que leur présence au bureau confédéral ne suscite pas une grave malaise parmi les syndiqués.

Aussi le Congrès devra-t-il prendre la mesure qui s'impose impérieusement.

Mais les communistes qui redoutent un vote trop directement dirigé contre eux, se préoccupent peut-être de le rendre inutile. Quoi qu'il en soit, les délégués sur qui pèsera une lourde responsabilité devront se montrer farouchement intransigeants.

La sauvegarde du syndicalisme devra être assurée. Elle le sera, tant contre les communistes que contre la cohorte variée des politiciens du Front populaire.

Enfin, en ce qui concerne la question de l'affiliation internationale, la réponse du Congrès ne saurait faire de doute. Il vaudra avant toute discussion, qu'on lui démontre que l'Internationale syndicale rouge est réellement une organisation syndicale et non pas un instrument gouvernemental. Il vaudra une preuve nette de l'indépendance des syndicats russes. Ce sont là des exigences impossibles à satisfaire, tant il apparaît que les syndicats soviétiques sont surtout des organisations destinées à embrigader, à enchaîner les travailleurs aux maîtres du pouvoir.

Si l'on pouvait conserver à cet égard le moindre doute, la carence actuelle après tant d'autres de ces syndicats devant la répression féroce et la réaction ouvrière contre le stakanovisme aurait tout fait de les dissiper.

Aussi, une adhésion à l'I. S. R. n'aurait-elle d'autre résultat, que de placer les travailleurs organisés sous la coupe de Moscou, ce qui ne saurait satisfaire la plupart d'entre eux.

En somme les problèmes posés sont clairs, aussi les délégués au Congrès de Toulouse n'éprouveront-ils aucune hésitation.

J. RIBEYRON.

COMITÉ DE L'ENTR'AIDE

CAISSE DE SECOURS AUX EMPRISONNÉS POLITIQUES ET A LEURS FAMILLES

COMPTE RENDU FINANCIER DU 4^e TRIMESTRE 1935

Recettes

Collecte, chantiers des corporations réunis à Arroux, Douchamp, 5; Lhuinain, 15; Manies, 5; Kernorvan, 5; Mouise, 5; Bernard, 5; Auffret, 5; Rigadin, 5; Rontell, 5; Le Coran, 5; Trompette, 5; Guillaume, 5; Surget, 5; Marcel, 2; X, 5; Marc, 5; Legrand, 5; David, 5; Guillen, 5; Le Burs, 5; Nobset, 5; Jousse, 5; Boléa, 5; Cincelo, 2; Padier, 3; Le Hoarey, 5; Reicat, 5; Moutard, 5; Simeon, 5; Gilberas, 5; Hinfis, 5; Docteur, 5; Michel, 5; Sternier, 5.

Au Libéraire : H. Royo, 2; Girardin, 2; Clavel, 5; Rezaux, 2; Delabre 2 1/2; Groupe Libéraire de la banlieue sud, 10, plus 25, plus 13 50, plus 30.

Sur collecteur au S. U. B., talons 61 à 81 inclus : Gr. Libéraire de Saint-Denis, 20; Nicolas, 5; Gisèle, 2 50; Synd. de l'Ameublement, 15; Gr. action pacifiste et sociale de Gagny, 75; fête du groupe Flersal, 10 octobre, 170; Macquerie Pierre conf., 100; camarades Juifs, 10; Escargot, 10; Métaux, C. G. T. S. R., 60; Employés de la Seine, conf., 50; Cuir et Peaux, C. G. T. S. R., 20; U. D. S., conf. de la Seine, 100; Serruriers conf., 50; Camarades Juifs, 10; S. U. B., 75; Coudres, 2; Terrassiers, conf., 50; Collecte à la fête de la 4^e U. R., 1^{er} décembre, 67 25; Camarades Juifs, 10; Cuir et Peaux, C. G. T. S. R., 10.

Mandats et directs : Maurer, 6; Chrysostome, 10; P. Lepoil, 20; Couture, 2; Chambard, 2 50; quatre brochures, 4; Panglois, 5; Mazari, 5; Roméo, 5; Gatinois, 5; Arthé, 20; Hodot, 10; Lhuinain, 10; Eugène D., 20; Goutière, 5; René de la P. H., 10; Maurer, 5; brochure, 1; Roméo, 5; Viala (Canada), 65 50; Rolland, 5; Lazerges, 20.

Chèques postaux : Fédération des Locataires indépendants, 100; G. Libéraire de Courson, 20; Fazzani, 10; G. Gobron, 10; Dupré, 10; Gr. Libéraire de Saint-Denis, 20; P. Evén, 25; Comité de défense sociale de Bordeaux, 50; Marg. P. dard, 20; U. L., Limoges, C. G. T. S. R., 30; S. U. B., Carrières-sur-Seine, 45; Madel, 15; Dupré, 10; 13^e U. R., Bordeaux, 10; Gr. amis de la P. H., Houilles-Carrières, 10; un camarade de Thiers, Gr. Libéraire de la Clotat, 20; Dupré, 10; Gr. Prolet'kulturo de Solliès-Pont, 60.

Groupe éditeur de la Brochure mensuelle, année 1935, 120.

En caisse le 1^{er} octobre, 195 fr. 65. Total : 2.091 francs 35.

Dépenses

Remis pour Petrov R., 100; à Lhuinain, 100; Exp. et frais à Remond, 30 70; à Renard, 30 70; à Armand Rolland, 30; remis à Khon, 80; à Gessé, 300; à Stéfanoff, 50; pour Dell'Amorico, 100; pour Dell'Amorico, 100; à Kataneku, 300; à Clair Patacki, 300; à Arnold, 40; à Henri Nait, 40; à K. Bartholomäus, 40; à E. Iakindos, 330; Exp. livres à Sandoval, 20; Exp. et frais à Consul, 41 55; remis à J. Duprex, 50; à A. Kies, 210; à Guignolet, 130; à Fritz Koch, 50; Exp. de convocations, bilans, correspondance, etc., 50 50; remis à Paros Patrick, 170. Total des Dépenses : 2.879 fr. 45.

Balances

Dépenses : 2.879 fr. 45. Recettes : 2.691 fr. 35. Déficit au 1^{er} janvier 1936 : 188 fr. 10.

Contrôle le 3 janvier 1936 : Hodot, Goutière, Tailler Roméo.

Bilan de l'année 1935

En caisse le 1^{er} janvier : 1.833 fr. 55. Recettes de l'année : 6.693 fr. 15. Total : 8.526 francs 70.

Dépenses de l'année : 8.714 fr. 80.

UNE CONTROVERSE

C.G.T. UNIFIÉE

ou C.G.T.S.R. ?

Devant le fait nouveau que constitue l'unité syndicale, les camarades de la région parisienne avaient pensé qu'un débat sur ce point important ne pouvait être que profitable pour déterminer l'orientation de l'activité syndicale des anarchistes.

Ils avaient eu raison, et c'est devant une salle comble que, dimanche dernier, nos camarades Faucier, Frémont et Cané, de la C.G.T. unifiée; Justin Olive, Besnard et Le Meillour, de la C. G. T. S. R., défendirent leurs points de vue respectifs.

Discussion ardente, passionnée, mais qui ne se départit, à aucun moment, du ton de la franche camaraderie qui doit exister entre militants sociaux, avant tout, et servir au mieux de leurs intérêts la cause des opprimés.

Nous n'entreprendons pas de faire un compte rendu détaillé des différentes interventions des camarades qui prirent la parole. Nous craignons, sur cette question délicate qui a si longtemps opposé les anarchistes sur le terrain syndical, de déformer la pensée des uns et des autres.

Nous nous proposons de faire mieux. Car nous pensons que cet important problème n'intéresse pas seulement nos camarades parisiens, mais tous les anarchistes, tous les lecteurs du Libéraire.

Aussi, dès la semaine prochaine, nous allons ouvrir une tribune de libre discussion et nous demanderons aux camarades cités plus haut de retracer pour nos lecteurs l'argumentation qu'ils développèrent à la salle Babeuf, en faveur de l'une ou l'autre thèse.

Ensuite, chacun sera libre d'apporter son avis sur les thèses en présence. Nous recommandons toutefois, dans l'intérêt même de la discussion, d'éviter les polémiques personnelles et de se maintenir dans le sujet.

A cette condition seulement, cet échange de vues n'aura pas été inutile.

Chronique de Banlieue

CARRIÈRES-SUR-SEINE ET REGION

Assemblée générale du Groupe

Samedi 15 février à 20 h. 30, salle du Café de la Mairie : compte rendu financier de la fête, propagande, phalange du « Libéraire » et désignation d'un correspondant au « Libéraire ».

Il importe que les adhérents assistent à cette réunion et fassent en sorte d'amener chacun un sympathisant.

Le groupe doit faire boue de neige, que les jeunes comprennent cet appel.

Chez les Chômeurs

Un échec des dictateurs

Cette fois la coupe a débordé, la colère a grondé et des incidents justifiés ont failli se produire.

Le sieur Eragne, adjoint de la commune a organisé localement un régime d'espionnage à l'égard des chômeurs, avec la complicité docteur de ses collègues sur lesquels il règne, il a instauré un régime de terreur et de bon plaisir. Certes, cette fripouille n'est pas seule responsable des saletés qui sont pratiquées quotidiennement contre les sans travail, les conseillers municipaux et autres Goyard y compris. Mais le premier qui couvre les procédés d'arrogance de ce fou furieux, sont plus coupables parce que moins courageux. Nous les mettrons tous dans le même sac s'ils n'ont pas la pudeur de se désolidariser d'Eragne, l'ennemi public n° 1 ?

Ceci dit, expliquons brièvement les faits : Dans notre localité il n'y a ni Bourse du Travail, ni Maison du Peuple et la mairie refuse toute salle, même au Syndicat Unique du Bâtiment (C.G.T.S.R.).

En conséquence, le groupe libéraire ainsi que les autres formations révolutionnaires, y compris le syndicat ouvrier, sont obligés d'avoir recours à la salle du bistrot pour se réunir.

Il y a 15 jours il y avait assemblée du groupe anarchiste, salle du Café de la Mairie; après la réunion quelques camarades s'arrêtaient pour prendre une consommation, car la tenancière de l'établissement ne fait pas payer ses frais de salle.

Résultats, des mouchards firent un rapport mensonger signalant la présence à des heures tardives dans un café, de nos amis. Sans explications nos camarades furent rayés du chômage. Les motifs de ces radiations étaient tellement scandaleux et tendancieux, que la réaction fut immédiate, non seulement par nos camarades qui étaient décidés à défendre énergiquement leur beefsteak et leur liberté de penser, mais par l'ensemble du comité qui était décidé à passer immédiatement à l'action directe.

Les délégués paritaires après une longue discussion avec le maire où les choses furent mises au point, revinrent avec la suspension immédiate des radiations. Si on a voulu faire le terrain, que l'on sache en haut lieu, que l'ère des parcelles est finie, l'heure de l'action a sonné, les chômeurs sont sur leurs gardes, ils sont décidés à appliquer la maxime : Un pour tous, tous pour un.

Bravo ! bravo !

... Jean Le Vieux.

Communications Diverses

Le Centre naturiste agricole et artisanal de Bascon, près Château-Thierry (Aisne) recherche camarades des deux sexes, naturistes, végétariens et de préférence manuels, exerçant la profession de jardinier, cuisinier, menuisier, typographe, maçon, cordonnier, etc., pour donner l'essor nécessaire à son but de réalisation naturiste, à bases libérales.

Comité de Défense sociale. — Samedi 15 février la Section de Saint-Denis organise un grand bal de nuit, au profit de sa Caisse de solidarité et en faveur des emprisonnés politiques.

Ce bal aura lieu dans la grande salle de la Légion d'honneur de Saint-Denis à 21 heures. Grand jazz Erik et ses Boys de la T.S.F., avec des intermèdes.

Nous convions tous nos amis à venir nombreux.

A.I.T., C.G.T.S.R. — Dimanche 23 février à 14 h. 30, grande matinée artistique, se déroulera au Théâtre de la Ville, Paris (10^e), organisée avec le concours du Syndicat général des artistes des Concerts Parisiens.

Programme : Gelmard, la vedette des Concerts Parisiens; René Lefort, le titi parisien; Cadex de l'Européen; René Chanteix; Darras, de l'Alhambra; René Paul; Noël Vergès; Stanick; Milheo, des P.T.T.; Mme Raymonde Guérin, de l'Opéra de Nice; Max Bréglil, du Petit Casino; Mlle Colette Valcires, diseuse satirique.

« La Star improvisée », sketch en un acte, interprété par Raymond Guérin et Max Bréglil. Régisseur : le chansonnier Barreyre; au piano, A. Ferré.

Prix d'entrée : 5 francs, gratuit pour les enfants, chômeurs, 2 francs.

Centre de culture intellectuelle. — Du Comité des loisirs de la région parisienne. — Le Centre de Culture Intellectuelle du Comité des Loisirs convie tous ses adhérents et amis à assister à la conférence sur l'Homme et la Terre. Cette conférence aura lieu vendredi prochain 4 février à 20 h. 30, à la Maison de la Coopération (salon Bonval), 31, boulevard du Temple, Paris, 3^e.

Le sujet sera traité par M. René Dumont, ingénieur agronome, membre du Groupe Dynamio. Participation aux frais : 1 franc.

Marseille. — Le Comité de Défense de Marseille a l'intention d'ouvrir une campagne en faveur du droit d'asile, une affiche est en préparation.

Les groupements qui en désirent s'adresseront à Battisti Victor, salle des Femmes, Bourse du Travail.

CENTRE D'EDUCATION POPULAIRE ET GROUPE LIBERTAIRE

XIV^e arr. — PARIS — 34, r. de Vanves

Le dimanche 23 Février, à 15 heures

dans les deux salles du « Clair de Lune »

15, rue de Vanves

SEBASTIEN FAURE

parlera sur le sujet suivant :

« Je ne crois plus en Dieu ! et je combats toutes les religions »

Prix d'entrée : 3 fr. Chômeurs : 1 fr. 50

Grande matinée artistique et dansante

DIMANCHE 16 FEVRIER 1936 A 14 H. 30

48, rue Duhamel, Paris (18^e)

avec les concours de Pierre d'Aragon, Gelmars

LA MUSE ROUGE

Grande tombola

LA VOIX DE PROVINCE

LYON ET VILLEURBANNE

Les adhérents et sympathisants aux groupes libéraires de Lyon et Villeurbanne, au groupe d'éducation sociale de Villeurbanne et au groupe des amis de la « Patrie Humaine » sont fraternellement invités à assister à la conférence qui donnera l'orateur pacifiste Jeanjaquot, des amis de la « Patrie Humaine » d'Oyonnax, samedi 15 février 1936, à 20 h. 30 au Palais du Travail de Villeurbanne, salle des conférences du 2^e étage, sur le sujet suivant :

La Paix ? Il faut la vouloir et l'exiger.

Nous espérons que tous nos amis auront à cœur de venir encourager par leur présence les militants du groupe des amis de la « Patrie Humaine ».

MONTPELLIER

L'EGLISE ET LE FASCISME

André Lorulot, propagandiste de la Libre Pensée, fera l'autre soir une conférence sur « L'Eglise et le Fascisme ».

En débutant Lorulot précise en quelques mots qu'il s'attachera tout au long de son exposé à démontrer la similitude, l'identité des moyens employés par l'Eglise à travers les âges et les moyens mis en œuvre par le Fascisme pour essayer d'arriver au même résultat qui est : dominer et dominer sans conteste.

A la base même des enseignements de l'Eglise comme dans celui du Fascisme, l'on retrouve les mêmes principes intangibles d'obéissance, de militarisation et d'étouffement des idées et tendances autres que les leurs.

De sa parole ironique et servie surtout par un profond talent et une extraordinaire documentation, le conférencier prononcera un réquisitoire sévère contre les religions et surtout contre le cléricisme.

En résumé Lorulot dit que tous ses arguments étaient tirés de l'expérience, de la raison humaine, de la science, de l'histoire et des faits, pour démontrer que le Fascisme et Religions sont les ennemis irréductibles de toute liberté.

Après bonne conférence anti-religieuse et aussi anti-autoritaire, au six à sept cent auditeurs ne cessèrent d'applaudir l'orateur.

TOULON

APPEL AUX ANARCHISTES ET SYMPATHISANTS DU VAR

Le Groupe « La Jeunesse Libre » examinant dans une de ses dernières réunions les dangers de guerre, et la crise de régime que nous traversons, et constatant la faillite de tous les partis politiques, incapables d'apporter une solution à l'un quelconque de ces problèmes, pense que seuls les anarchistes peuvent offrir des moyens pratiques pour empêcher le désastre qui pèse sur l'humanité; car les anarchistes sont les seuls qui n'aspirent pas à vivre aux dépens des producteurs.

El s'engage à faire tout ce qui lui sera possible pour faire pénétrer et comprendre nos idées dans le peuple.

Mais pour que notre propagande donne le maximum de résultats, la coordination de tous les anarchistes et de leurs sympathisants est indispensable. Afin de discuter les moyens pratiques d'organiser la propagande dans le département du Var, on décide d'organiser une réunion générale le dimanche 23 février à Toulon, 14, rue Nicolas-Laugier, à 9 heures du matin.

Nous espérons que tous les camarades se feront un devoir d'y assister; ceux qui pour différentes raisons ne pourraient y venir peuvent nous enver leurs suggestions.

Camarades, tous à l'œuvre pour donner à l'anarchisme la place qu'il mérite dans le mouvement social.

Le 23 février prochain, à 9 heures du matin, au siège du groupe, 14, rue Nicolas-Laugier, 2^e étage, porte à droite, réunion générale des groupes et individualités de la région varoise.

1. Situation à prendre devant les partis politiques.

2. Organisation d'une tournée de propagande dans les villes ci-dessous : Solliès-Pont, Les Arcs, Carnoules, Brignolles, Besse, Le Muy, St-Raphaël, Sainte-Maxime, Saint-Maximin, Roquebrune, Hyères, Saint-Tropez, La Valette.

On trouve le « Libéraire » au siège du groupe et au kiosque Noël, avenue Vauban.

LENS

Tous les pacifistes se feront un plaisir et un devoir de venir entendre dimanche prochain, 16 février, à 16 h. 30, salle Gabilly, avenue Alfred-Vaillant, à Lens (200 mètres de la gare), l'illustre orateur :

SEBASTIEN FAURE

qui traitera : « Voulons-nous et pouvons-nous empêcher la Guerre ? ».

Participation aux frais : 1 fr. 50. Entrée gratuite aux chômeurs sur présentation de leur carte de chômage.

A. Leblu.

Pour que vive Le Libéraire

LISTE DU 15 JANVIER AU 4^e FEVRIER

M. Bluck, 19^e, 3 fr.; L. Belin, 8 fr.; R. Maisse, 40 fr.; Drugmann, 10 fr.; Ch. Chanu, Gennevilliers, 4 fr.; Trione, Creuse, 3 fr.; Le Duff, 3 fr.; J. Joly (Issy-les-Moulineaux), 4 fr.; René Yvelot, 3 fr.; Bournez, 5 fr.; Fortelle, 5 fr.; Doublet, 5 fr.; Lardau, 2 fr.; R. Guillore, Deux-Sèvres, 9 fr.; Quelques abonnés de Saint-Henri, 18 fr.; Collange, 2 fr.; Epsilon, 5 fr.; J. Guérin, 5 fr.; Un antisactionnaire, 2 fr.; R. Renaux, Charenton, 4 fr.; Fr. Duval, Orne, 5 fr.; Batjard, 20 fr.; Pierre Menet, Pas-de-Calais, 8 fr.; Roger Pailot, 15 fr.; Gamon, Deux-Sèvres, 18 fr.; Louis Rodier, 5 fr.; G. Petit, 5 fr.; Dimanche, 5 fr.; Gatta, 12 fr.; Juliet, phalange, 4 fr. Collette de l'Assemblée générale du 18 janvier, 192; H. Chiappa, Isère, 3 fr.; Jean Pascal, Aisne, 8 fr.; Marol, Le Perreux, 78 fr.; G. Bacon, Loiret, 2 fr.; P. Gaud, Nord, 4 fr.; François Frédoir, M. et M., 2 fr.; Hoche Merlant, 2 40; Eugène Bizeau, 1 fr.; Le Lubaud, Morbihan, 1 fr.; Ange Bagousse, Morbihan, 8 fr.; A. Goupil, Mayenne, 4 fr.; Max Antoine, Maine, 3 fr.; Léopold Ardissou, Var, 3 fr.; Lucien Moreau, Nord, 4 fr.; Le Bec, Finistère, 3 fr.; P. Gaud, Nord, 4 fr.

Groupe Anarchiste de Saint-Henri, 20 fr.; Marcel Grégoire, Bouches-du-Rhône, 4 fr.; Louis Abelle, B.-du-Rh., 3 fr.; Alph. Trachsel, 10 fr.; Trione Proudhon Creuse, 3 fr.; Marinette, 10 fr.; Duquellier, 5 fr.; René Coulon, Doubs, 0 50; Fernand Huberty, Maine, 10 fr.; Lecoq, Pas-de-Calais, 3 fr.; Parsy, Pas-de-Calais, 3 fr.; Passeron, 2 fr.; Morvan, S.-et-M., 5 fr.; André Lecoard, Somme, 3 40; Groupe de la Ferté-sous-Jouarre, 15 fr.; Eleonor Mornet, 3 fr.; groupe anarchiste d'Amiens, 40 fr.; Gilbert, Amiens, 5 fr.; D. Morel, 8 fr.; Lafont Benony, Ardèche, 3 fr.; Le Consolateur, 44 fr.; Roupin, Vitry, 4 fr.; Schel, 5 fr.; Decosse, 5 fr.; Ferrand, 3 fr.; Gilet, 5 fr.; Bouffehoux, 10 fr.; Noveu, 5 fr.; Un ennemi du peuple, 5 fr.; Emile Leriche, 10 fr.; Delabre Henri, 1^e, Risle, 5 fr.; Blanchon, 3 fr.; Paugnier, 8 fr.; Cardona, 5 75; Un sympathisant de Brévannes, 5 fr.; collecte de la fête du 30 janvier, 13 25; Delingat, 22; Loyot, 10; Mée Georges, 2; Un révolté de Brévannes, 5; S. D. R. Grenoble, 10; Giffot, 3.

Total : 1.112 30.

La Vie de l'U.A.

AUX GROUPES ET CAMARADES

Le rythme des versements annuels se poursuit trop lentement pour la besogne à accomplir. Nous connaissons la situation difficile de nombreux camarades, mais les nécessités de la propagande rendent indispensable le versement annuel de 6 fr. qu'ils ont eux-mêmes déterminé. Nous insistons donc auprès de ceux qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils fassent un effort dans ce sens.

En la faveur des circonstances, chacun doit également s'employer à recueillir de nouvelles adhésions.

Nous rappelons que nous tenons : cartes et timbres à la disposition de ceux qui en désirent.

Pour les envois de fonds employer le chèque postal : Faucier-Paris 596-03, en spécifiant la destination.